



Rapport du Gouverneur **2022**



Photo de la couverture :

Un jeune couple de réfugiés fuyant l'agression de l'Ukraine par la Russie se serre dans une zone d'accueil près de la frontière, à Medyka en Pologne, le 4 mars 2022.

© Vic Hinterlang / Shutterstock

Rapport du Gouverneur

2022



À propos de la CEB

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) est une banque multilatérale de développement dotée d'une mission unique qui est de promouvoir la cohésion sociale à travers l'Europe. La CEB finance des investissements dans des secteurs sociaux, notamment l'éducation, la santé et le logement abordable, en mettant l'accent sur les besoins des personnes vulnérables. Les emprunteurs sont des gouvernements, des autorités locales et régionales, des banques publiques et privées, des organisations à but non lucratif et autres. En tant que banque multilatérale dotée d'une excellente notation de crédit, la CEB se finance sur les marchés internationaux de capitaux. Elle approuve les projets selon des critères sociaux, environnementaux et de gouvernance stricts, et fournit une assistance technique. En outre, la CEB reçoit des fonds de donateurs en complément de ses activités.

La CEB compte 42 États membres. Elle procède d'un Accord Partiel entre des États membres du Conseil de l'Europe, mais possède une personnalité juridique distincte et est indépendante financièrement. La CEB est la doyenne des banques multilatérales de développement européennes, après avoir vu le jour en tant que fonds de réétablissement pour les réfugiés en 1956.

Plus d'informations sur la CEB sur
coebank.org/fr/about/

Chiffres clés

 **4,2 milliards** d'euros de prêts approuvés

 Dont **1,3 milliard** d'euros liés à l'Ukraine

 **36** projets dans **16** pays

 **211** agents permanents

 **33** nationalités représentées

 **54 %** de femmes et **46 %** d'hommes

au 31 décembre 2022

Sommaire

Faits marquants en 2022 : des avancées dans un contexte difficile	4
Message du Gouverneur : Soutenir la cohésion sociale en période difficile	5
Un bilan positif pour l'Europe	8
<hr/>	
La CEB en 2022 : une base plus solide pour des temps difficiles	9
Une réponse de crise rapide pour la Pologne	11
Coup de pouce aux investissements sociaux en Irlande	12
Le lien entre inclusion sociale et climat	14
<hr/>	
Projets approuvés en 2022	16
La banque de développement social de l'Europe en action	18
Une croissance inclusive créatrice d'opportunités pour tous	19
Soutenir les groupes vulnérables est une nécessité stratégique	21
La durabilité environnementale, une priorité pour l'inclusion sociale	24
<hr/>	
Programme de développement durable à l'horizon 2030	27
Connaissances sociales, publications, multimédia	28
<hr/>	
Partenariats et donateurs	32
Partenariats	32
Les donateurs à l'appui de l'action sociale de la CEB	37
<hr/>	
Activités financières en 2022	41
Portefeuilles de trésorerie	42
Produits dérivés	42
Financement de l'activité en 2022	43
<hr/>	
Gouvernance et Ressources humaines	47
Structure de gouvernance et Management	48
Organigramme	49
Réunion Commune annuelle de la CEB 2022, Dublin, Irlande	50
Conformité aux bonnes pratiques et aux normes les plus strictes	51
Audit Interne	53
Évaluation indépendante permettant à la CEB d'apprendre et d'améliorer sa performance	53
Durabilité	54
Ressources humaines	55
<hr/>	
Prix annuel de la CEB pour la cohésion sociale	57
Données clés : projets et prêts	58
Aperçus : Projets approuvés par contrepartie	60
Notes aux lecteurs	64

Faits marquants en 2022 : des avancées dans un contexte difficile

-
- The timeline consists of a vertical axis with horizontal markers for each month. Blue dots represent events where the CEB was involved, while yellow dots represent external events. The background features large, semi-transparent circular patterns.
- Janvier** – Carlo Monticelli, le Gouverneur nouvellement élu qui a pris ses fonctions le 18 décembre 2021, débute la première année de son mandat de cinq ans.
 - Janvier** – La CEB passe avec succès le test “évaluation des piliers” de l’Union européenne, qui évalue les systèmes, règles et pratiques de la Banque afin de déterminer sa capacité à gérer des fonds européens supplémentaires.
 - Février** – Le Gouverneur de la CEB prend la parole lors de la 1 425ème session de la réunion du Comité des Ministres du Conseil de l’Europe pour présenter sa vision d’une nouvelle stratégie pour la CEB en tant que banque multilatérale de développement exerçant un mandat social unique.
 - Mars** – La CEB est la première à réagir avec 6,4 millions d’euros de dons mobilisés pour aider à endiguer la crise humanitaire déclenchée par l’agression de l’Ukraine par la Russie en février.
 - Juin** – La CEB émet une Obligation d’inclusion sociale (SIB) de 1 milliard de dollars, la plus importante en dollars à ce jour, qui s’ajoute à une précédente émission d’1 milliard d’euros en avril 2022, toutes deux destinées à renforcer la réponse de la CEB en Ukraine.
 - Juillet** – L’équipe de direction de la CEB est complétée avec la nomination de deux nouveaux Vice-Gouverneurs.
 - Juillet** – La 55ème Réunion Commune annuelle des organes de gouvernance de la Banque, tenue pour la première fois à Dublin, convient, en geste de solidarité, que l’adhésion future de l’Ukraine se fera à coût zéro pour le pays.
 - Juillet** – Artscape, une agence de création lituanienne travaillant avec des réfugiés, remporte le Prix annuel de la CEB pour la cohésion sociale.
 - Septembre** – Standard & Poor’s, Moody’s et Fitch Ratings confirment l’excellente notation de crédit de la CEB.
 - Octobre** – La CEB rejoint le Nasdaq Sustainable Bond Network.
 - Novembre** – La CEB signe un accord de garantie InvestEU avec l’UE.
 - Novembre** – Le Gouverneur de la CEB participe à la Troisième conférence ministérielle de la plateforme de soutien à la République de Moldova, qui traite des effets de la crise ukrainienne.
 - Décembre** – Le Conseil de direction approuve le Cadre Stratégique 2023-2027 de la CEB et convient d’une augmentation de capital historique.
 - Janvier** – Le Gouverneur de la CEB et la Secrétaire Générale du Conseil de l’Europe réaffirment le partenariat stratégique visant à promouvoir l’insertion sociale en Europe.
 - Janvier** – En 2021, malgré une conjoncture difficile, la CEB affiche un résultat net de 94,8 millions d’euros, en nette augmentation de 26,7 %.
 - Mars** – Le Gouverneur de la CEB signe, aux côtés de la BEI, de la BRED, du FMI et de la Banque mondiale, la Déclaration conjointe des dirigeants d’institutions financières internationales qui affirme leurs réponses face à la crise en Ukraine.
 - Juin/Juillet** – Premiers prêts en soutien des pays accueillant des réfugiés, dont un prêt record de la CEB à la Pologne.
 - Octobre** – La CEB publie une déclaration commune avec d’autres banques multilatérales de développement en préparation de la COP27, en soutien aux pays cherchant à opérer une transition durable à l’épreuve des changements climatiques.
 - Décembre** – Le Gouverneur de la CEB intervient lors de la conférence internationale “Solidaires du peuple ukrainien”, organisée à Paris par la France et l’Ukraine, concluant une série de grandes conférences sur la crise ukrainienne auxquelles la CEB a participé, notamment à Varsovie et Berlin.

Pour plus d’informations et de détails, voir <https://coebank.org/fr/news-and-publications/news/>

Message du Gouverneur

Soutenir la cohésion sociale en période difficile

La confiance est essentielle pour construire un avenir meilleur, surtout en période difficile. C'est donc avec confiance et un optimisme bien-fondé que j'ai le plaisir d'annoncer qu'après une année très difficile, la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) a terminé 2022 dans une position plus forte et plus propice à soutenir ses pays membres dans leurs efforts pour relever les défis sociaux croissants.



Trois raisons nourrissent ce sentiment : premièrement, le réel impact positif des opérations de la CEB sur la vie des gens, que je constate sur le terrain, et dont ce rapport présente des exemples ; deuxièmement, l'accord de nos États membres, en décembre 2022, sur une augmentation historique du capital de la Banque, qui témoigne de leur confiance à l'égard de la CEB et du rôle essentiel de celle-ci dans la promotion de la cohésion sociale en Europe ; troisièmement, la performance financière résiliente de la CEB sur des marchés très instables, avec notamment une émission record d'Obligations d'inclusion sociale, qui démontre que la Banque peut poursuivre activement son mandat sur l'ensemble de ses activités financières.

“ La CEB, qui a publié une déclaration commune avec les autres banques multilatérales de développement homologues pour exprimer son horreur et son inquiétude face à l'attaque russe, a été la première à réagir à la crise, en accordant des dons et prêts rapidement versés pour répondre aux besoins des réfugiés fuyant l'Ukraine et de leurs communautés d'accueil.

La construction d'un monde meilleur exige du réalisme. Malheureusement, la situation actuelle de l'Europe est grave et, dans l'ensemble, sombre. L'agression de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a entraîné la perte tragique de vies, de foyers et de communautés, a endommagé des infrastructures et déclenché une crise humanitaire et migratoire. Elle a également fait grimper les prix de l'énergie, exacerbant les pressions inflationnistes et entraînant des difficultés pour des millions de ménages et d'entreprises vulnérables en Europe. La CEB, qui a publié une déclaration commune avec les autres banques multilatérales de développement homologues pour exprimer son horreur et son inquiétude face à l'attaque russe, a été la première à réagir à la crise, en accordant des dons et prêts rapidement versés pour répondre aux besoins des réfugiés fuyant l'Ukraine et de leurs communautés d'accueil. Alors que j'écris ces lignes, la guerre entre dans sa deuxième année, aucune fin évidente n'est en vue, et l'incertitude persiste.

Entre-temps, une catastrophe naturelle a encore assombri la situation lorsque, le 6 février 2023, la Turkiye, pays membre de la CEB, et la Syrie voisine ont été frappées par un puissant séisme, qui a tué des dizaines de milliers de personnes et dévasté des vies des deux côtés de la frontière. Nos pensées vont aux victimes, à leurs familles et leurs communautés. Avec la guerre en Syrie, la Turkiye accueillait déjà quelque 3,5 millions de réfugiés, dont les besoins ont été partiellement couverts par les financements de la CEB.

Le tremblement de terre en Turkiye et en Syrie, ainsi que la guerre en Ukraine, se sont ajoutés à d'autres crises qui pèsent sur la vie des gens, notamment la pandémie de COVID-19, qui a reculé en 2022 mais n'est pas terminée, la crise climatique, qui atteint chaque année un nouveau niveau d'intensité, et la crise du coût de la vie alimentée par une forte inflation.



Les inégalités, qu'elles concernent les revenus, l'accès aux emplois décents, le genre, la santé ou l'éducation, déchirent le tissu de nos sociétés et entrent la cohésion sociale et la croissance durable.

Ces crises concomitantes touchent tout le monde, mais ce sont les plus vulnérables qui en souffrent le plus. Malgré le soutien économique sans précédent déployé par les pouvoirs publics pendant la pandémie, les inégalités se sont accrues dans de nombreux pays, creusant des écarts de richesses tant au sein des pays qu'entre eux. En outre, la phase de reprise a pu encore creuser les inégalités, les personnes les plus aisées retrouvant plus vite leur situation d'avant la pandémie que les groupes vulnérables.

Les inégalités, qu'elles concernent les revenus, l'accès aux emplois décents, le genre, la santé ou l'éducation, déchirent le tissu de nos sociétés et entrent la cohésion sociale et la croissance durable. Les budgets publics étant aujourd'hui mis à rude épreuve, le rôle de banque multilatérale de développement de la CEB revêt une urgence supplémentaire. L'unique mission de la CEB est d'investir dans des projets qui renforcent le tissu social. Or, les personnes, la planète et la prospérité étant toutes interdépendantes, les initiatives sociales de la CEB servent également à soutenir nos économies et notre planète.

Les impacts positifs des actions sociales de la Banque en termes de création d'emplois, d'apprentissage et de réponse au changement climatique, pour n'en citer que quelques-uns, sont clairement visibles, comme le montre ce Rapport. Qu'il s'agisse de la création d'une micro-entreprise en Bulgarie, d'un investissement dans l'apprentissage inclusif en Suède ou de logements à faible consommation d'énergie pour les familles vulnérables en Allemagne et en Lituanie, les prêts, dons et conseils techniques de la CEB génèrent des effets multiplicateurs dont les bénéfices s'étendent au-delà de tout projet individuel. En outre, ils apportent aux bénéficiaires l'optimisme dont ils ont besoin pour construire un avenir meilleur.

C'est aussi vrai pour le travail fondamental de la CEB d'assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées, pour lequel elle s'appuie sur une longue expérience de réponse aux besoins urgents des personnes, tout en permettant aux bénéficiaires de se sentir inclus et d'avancer avec confiance.

Les périodes difficiles, comme celle que nous vivons actuellement, renforcent notre détermination à redoubler d'efforts pour remplir notre mission de renforcement de la cohésion sociale, confiée par ses membres à la CEB depuis 1956.

La cohésion et l'inclusion sont davantage que des éléments constitutifs du contrat social qui étaye les démocraties, elles sont nécessaires pour une croissance durable et un bien-être commun. La CEB, née d'une Europe déchirée par la guerre, se consacre à renforcer la cohésion sociale, qui est une pierre angulaire du progrès et de la durabilité. L'agression commise par la Russie nous rappelle brutalement que nous devons défendre ce que nous avons accompli, et ne rien considérer comme acquis.

C'est pourquoi le renforcement de notre mission sociale est un élément fondamental du Cadre Stratégique 2023-2027 de la CEB, approuvé en décembre. Le vaste concept de cohésion sociale se développe à partir d'une myriade d'actions, dans l'éducation, l'emploi, la santé, le logement social, etc. Pour mener à bien ces interventions, il faut des compétences et une expérience dont la CEB est fière. Chaque action est un point qui forme la broderie d'un tissu résistant et résilient. Ensemble, ces actions bâtissent la cohésion sociale. Les 22 projets de la CEB qui ont été achevés en 2022 en sont des exemples concrets : quelque 5,7 millions de personnes devraient bénéficier directement d'une infrastructure sociale nouvelle et améliorée grâce à ces projets, qui contribuent ensemble à créer et à préserver plus de 100 000 emplois dans toute l'Europe.

L'agenda social de l'Europe est, par nature, inachevé. Tragiquement, une guerre incompréhensible et des catastrophes naturelles cataclysmiques rendent sa progression encore plus difficile. Nous devons cependant rester déterminés et confiants. Pour sa part, la CEB soutiendra sans relâche ses États membres pour les aider à surmonter les défis auxquels ils sont confrontés dans leur quête d'inclusion sociale et de protection des plus vulnérables.

5,7
millions de personnes

devraient
 bénéficier
 directement
 des projets
 de la CEB

Paris, le 1^{er} mars 2023

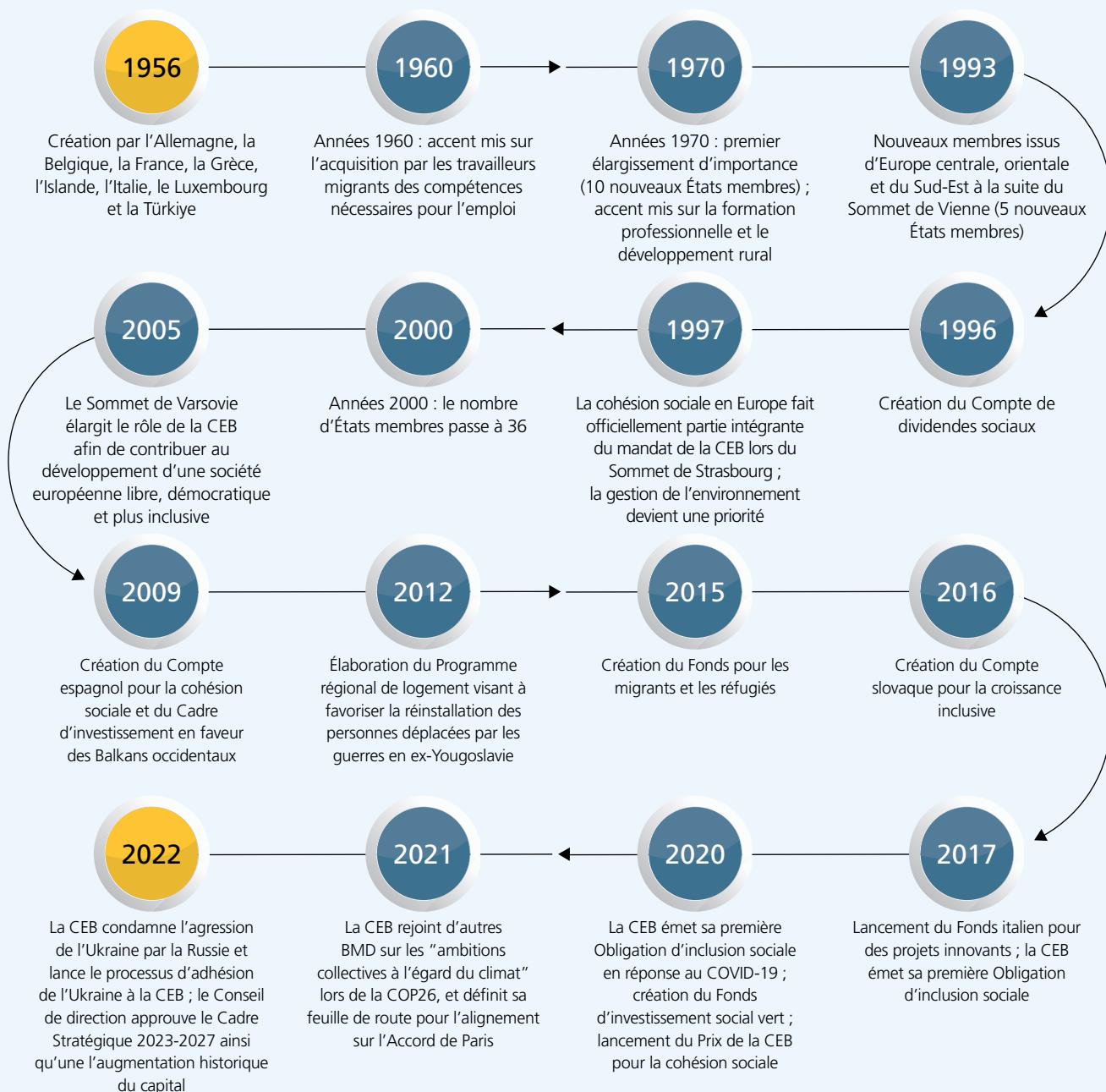
Carlo Monticelli

Gouverneur de la CEB

Un bilan positif pour l'Europe

Depuis sa création au lendemain de la guerre, dans les années 1950, la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) aide ses États membres à promouvoir des sociétés plus durables sur les plans social et environnemental et à surmonter de nombreux défis. L'évolution de la CEB, à l'origine Fonds de réétablissement pour les réfugiés d'après-guerre, et aujourd'hui banque multilatérale de développement à part entière, est intimement liée à celle de l'histoire de l'Europe, une histoire qui, comme l'a montré l'année 2022, ne doit jamais être considérée comme acquise.

La réactivité de la CEB face à la crise déclenchée par l'agression russe en Ukraine en février 2022, ainsi que l'accord des États membres sur une augmentation historique du capital de la Banque témoignent du rôle essentiel de la CEB pour garantir la solidarité et la cohésion sociale en Europe.



Voir également coebank.org/fr/about/mission/

La CEB en 2022

Une base plus solide pour des temps difficiles

L'agression de l'Ukraine par la Russie, la crise du coût de la vie, l'intensification de la crise climatique : l'année passée a été très éprouvante pour l'Europe à bien des égards, et d'autres défis de taille se profilent à l'horizon. La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) mobilise ses ressources et son expertise, aux côtés d'autres institutions internationales, pour aider ses États membres et leurs citoyens à surmonter ces défis inédits et interdépendants.



Photo © Yara Nardi / Reuters

Ces crises qui secouent encore l'Europe ont renforcé le rôle de la CEB en tant que pilier de l'architecture financière internationale pour le développement. Grâce au soutien essentiel déployé en un temps record et aux avancées historiques réalisées sous le mandat d'un nouveau Gouverneur, la CEB a clôturé l'année 2022 renforcée et mieux armée pour servir ses clients et les aider à relever leurs défis sociaux.

Mais les enjeux restent élevés, comme le montre le présent Rapport du Gouverneur : en ces temps incertains et difficiles, la mission de la CEB en tant que seule banque européenne de développement social a rarement été aussi pertinente et urgente.

L'agression de la Russie contre l'Ukraine et ses effets dévastateurs, notamment pour les pays voisins, a absorbé l'attention de la CEB en 2022, bien que la Banque soit également restée concentrée sur d'autres fronts, notamment la pandémie de COVID-19 et l'aggravation de la crise climatique. L'ensemble de ces crises a entraîné d'importantes pertes humaines et de grandes souffrances ainsi qu'une recrudescence des flux de réfugiés transfrontaliers, notamment en provenance d'Ukraine.

La crise du coût de la vie a encore aggravé cette conjoncture, le choc des prix de l'énergie ayant fait grimper l'inflation à des taux qui n'avaient plus été observés depuis des décennies. Des politiques publiques énergétiques et l'intensification de la coopération internationale ont contribué à soutenir l'emploi et à éviter la récession en Europe, mais la faible confiance des consommateurs et des entreprises a considérablement assombri les perspectives en fin d'année.

La **crise en Ukraine** a dominé les actions de la CEB en 2022. L'attaque russe a porté un coup aux valeurs mêmes sur lesquelles le Conseil de l'Europe a été fondé. Cette agression fait écho à un passé que la communauté internationale est résolue à ne pas laisser se reproduire.

La CEB, comme le Conseil de l'Europe et d'autres institutions financières internationales (IFI), a immédiatement condamné l'agression. En mars 2022, le Gouverneur de la CEB, Carlo Monticelli, a signé et apporté son soutien sans réserve à la Déclaration conjointe des dirigeants d'IFI. Ils y expriment leur horreur et leur inquiétude face à "l'invasion russe de l'Ukraine", aux souffrances qu'elle cause, aux déplacements de population qu'elle provoque et à la menace qu'elle représente pour la paix, la sécurité et les "besoins sociaux et économiques" des populations du monde entier.

La déclaration conjointe alerte sur le fait que les répercussions de l'agression seront "considérables – de la réduction de l'approvisionnement énergétique et alimentaire à l'augmentation des prix et de la pauvreté, en passant par la tâche monumentale que représentera la reconstruction de l'Ukraine, autant d'éléments qui entreront la reprise post-pandémique dans le monde entier."

La crise en Ukraine a créé des enjeux colossaux et imprévus mais, forte de sa longue expérience de la gestion des complexités relatives aux déplacements de populations, la CEB a su réagir rapidement. Elle s'est d'abord concentrée sur les besoins urgents des réfugiés et de leurs communautés d'accueil, tout en répondant aux besoins sociaux comme la santé, le logement et la scolarisation. De fait, **la CEB a été la première banque multilatérale de développement** à apporter une aide immédiate aux réfugiés en provenance d'Ukraine. Grâce à son Fonds pour les migrants et les réfugiés créé en 2015, ainsi qu'à ses relations étroites avec les autorités publiques, les partenaires internationaux, les organisations non gouvernementales et les entreprises, la Banque était en position de répondre rapidement aux besoins urgents sur le terrain. Elle a ainsi alloué 10 millions d'euros en dons aux pays d'accueil les plus concernés, notamment la Pologne, la République de Moldova, l'Estonie, la Roumanie, la Bulgarie, la République tchèque, la Hongrie et la République slovaque, afin de les aider à fournir de la nourriture, un hébergement, une aide médicale et un soutien psychologique aux populations touchées.

En 2022, la CEB a également approuvé 36 nouveaux projets, pour un montant de 4,24 milliards d'euros (voir Données clés : Tableau des Projets et prêts, page 58).

Environ 1,3 milliard d'euros de ces prêts – soit environ un tiers du volume total des prêts pour l'année – ont servi à soutenir les efforts des États membres pour accueillir et prendre en charge les réfugiés d'Ukraine.

Ce montant inclut le **prêt le plus important jamais accordé par la Banque**, d'un montant de 450 millions d'euros, approuvé en juin 2022 en faveur de la Pologne qui, partageant une frontière étendue avec l'Ukraine, supporte une grande partie du poids de cette crise humanitaire (voir page 11).

450 millions d'euros

**à la Pologne,
prêt le plus
important
jamais accordé
par la CEB,
destiné aux
réfugiés
d'Ukraine**

Une réponse de crise rapide pour la Pologne

450 millions d'euros : c'est le montant du prêt approuvé par la CEB pour la République de Pologne en juin 2022, soit le plus important dans l'histoire de la Banque. Le motif de ce prêt est clair : aider à endiguer la crise humanitaire sans précédent déclenchée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine en février 2022 et, plus particulièrement, financer les premiers secours et l'aide aux personnes fuyant le conflit, principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées. Ce prêt témoigne de la réactivité de la Banque en situation d'urgence, grâce à sa longue expérience de la gestion des crises et des questions liées aux réfugiés et aux déplacements de population.

Partageant une longue frontière avec l'Ukraine, la Pologne a été confrontée dès le début du conflit à un afflux massif et prolongé de personnes déplacées. Entre février et décembre 2022, environ 8,5 millions de personnes déplacées en provenance d'Ukraine ont traversé la frontière polonaise (on en comptait plus de 3 millions au moment de l'approbation du prêt) ; selon les chiffres de l'ONU, la Pologne accueillait en décembre 2022 environ 1,5 million de personnes déplacées recensées, principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées. Cet afflux se traduit en Pologne par des besoins supplémentaires en logements, soins de santé, éducation et autres services sociaux de base. Confrontée à des pressions budgétaires croissantes aux niveaux local et national, le gouvernement polonais a créé le Fonds de secours, géré par l'institution financière polonaise pour le développement, Bank Gospodarstwa Krajowego (BGK). Le prêt de la CEB, accordé sous la forme d'une Facilité

de financement du secteur public (PFF) d'urgence, vise à aider le Trésor public à doter le Fonds d'aide polonais, qui sera également financé par des émissions obligataires et des transferts émanant d'autres fonds sociaux.

Les bénéficiaires finaux de cette opération sont les organismes en première ligne de la gestion de la crise humanitaire en Pologne, comme le ministère de la Famille et de la Politique sociale, les ministères de l'Éducation et de la Santé, et les municipalités locales, qui peuvent puiser dans le Fonds de secours pour couvrir leurs dépenses et compenser leurs coûts. Le prêt de la CEB permettra de répondre aux besoins d'hébergement et de verser des allocations ponctuelles de subsistance aux personnes déplacées recensées, ainsi que des allocations mensuelles pour enfant à charge. Le prêt devrait couvrir environ 27 % des coûts dans ces domaines qui, dans leur ensemble, devraient absorber environ 70 % des décaissements prévus sur le Fonds de secours.

L'une des principales initiatives financées par la PFF est un mécanisme de transfert d'argent en faveur des personnes vulnérables aux besoins les plus urgents. Il s'agit d'un outil très efficace et flexible au service des personnes, qui a fait ses preuves dans les situations d'urgence.

Sources :

[Ukraine Refugee Situation \(unhcr.org\)](#)

[Ukrainian refugees in Poland 2022 | Statista](#)



En outre, en soutien aux réfugiés, la CEB a émis deux Obligations d'inclusion sociale (SIB), dont une en juin pour un montant de 1 milliard de dollars US, son opération la plus importante dans cette devise.

La CEB a également contribué à la création du Fonds solidarité Ukraine, doté d'un financement initial de 1 million d'euros de la part de l'Irlande, annoncé lors de la Réunion Commune annuelle de la Banque tenue à Dublin en juillet 2022.

En 2022, l'urgence de la crise des réfugiés est venue alourdir les besoins sociaux déjà existants, liés notamment aux déplacements de population dans d'autres régions du monde, comme en Turquie, qui accueille l'une des plus importantes populations de réfugiés au monde, majoritairement en provenance de Syrie (voir la section *Donateurs*, page 37). Lors de la rédaction du présent rapport, la région frontalière entre la Turquie et la Syrie a été touchée par un séisme dévastateur, lequel vient aggraver la crise humanitaire.

La mission sociale de la CEB : une nouvelle urgence

Les prêts de la CEB en faveur de l'Ukraine devraient avoir un impact social élevé, tant à court qu'à long terme. La CEB a été mandatée par ses États membres pour concentrer ses prêts et les dons sur des investissements socialement constructifs, dans des domaines comme le logement, l'éducation et la santé. Cette mission est fondée sur la richesse de l'expérience que l'institution s'est forgée au fil des décennies depuis sa création, en 1956, en tant que Fonds de Réétablissement pour les réfugiés nationaux et les excédents de population en Europe. Aujourd'hui, la CEB est la doyenne des banques multilatérales de développement en Europe, et la deuxième plus ancienne au monde après la Banque mondiale.

Outre cet héritage, l'importance cruciale des investissements sociaux pour faire perdurer la prospérité, la cohésion sociale et la résilience (notamment environnementale) en Europe est aujourd'hui indéniable. Les données empiriques montrent que l'aggravation des inégalités, en termes de revenus et d'opportunités, compromet non seulement la cohésion sociale, mais également la croissance économique.

Les crises qui se sont aggravées en 2022 risquent ainsi de déchirer le tissu social dont dépendent tous les pays européens. Elles confèrent une responsabilité particulière à la CEB, car de plus en plus de personnes et de communautés, y compris les populations déplacées, sont exposées à la pauvreté et l'exclusion.



Coup de pouce aux investissements sociaux en Irlande

Centres sociaux, infrastructures sportives, crèches, musées, centres artistiques pour les personnes handicapées, logement des personnes âgées, cliniques de désintoxication, coopératives alimentaires... : les initiatives rendues possibles grâce aux fonds collectés par la [Social Finance Foundation \(SFF\)](#), une organisation caritative créée par le gouvernement irlandais en 2007, sont nombreuses et variées. En Irlande, où s'est tenue la Réunion Commune annuelle de la CEB en 2022,

Un prêt approuvé par la CEB en faveur de la Social Finance Foundation irlandaise témoigne de l'étendue et de la diversité des projets sociaux soutenus par la Banque (voir encadré). La section suivante de ce rapport souligne également d'autres exemples, comme un projet de microfinance en Bulgarie visant à stimuler l'esprit entrepreneurial et la croissance inclusive, ou les fonds destinés à établir des environnements d'apprentissage innovants dans les écoles suédoises (voir page 22).

La santé demeure également un secteur clé pour la CEB, qu'il s'agisse de l'aide apportée à la Belgique pour l'achat d'équipements destinés aux patients luttant contre le cancer ou de projets d'aide aux personnes âgées et ou en situation de handicap en Espagne.



© Benoit Daoust / Shutterstock

Une manifestation
"Logement pour
tous" septembre 2018
à Dublin (Irlande).

les banques n'accordent pas suffisamment de prêts directs à ce type de projets sociaux, surtout depuis la crise financière. SFF a pour mission de générer un impact social tout en stimulant le secteur de la finance sociale. Elle se finance entièrement sur les marchés pour fournir un financement de gros à deux organisations de financement social, Community Finance Ireland et Clann Credo, qui accordent des prêts aux organisations associatives et bénévoles et aux entreprises sociales, sans condition de garanties personnelles ou de pénalités pour remboursement anticipé. SFF fonctionne en effectif réduit, et ses dirigeants sont bénévoles. Depuis 2007, plus de 1 600 organisations sociales ont bénéficié de ses prêts, pour un montant total de 163 millions d'euros.

Approbation et avancées

Ses États membres ont réaffirmé l'importance stratégique accrue de la CEB lors de la Réunion Commune annuelle du Conseil de direction et du Conseil d'administration, les deux principaux organes de gouvernance de la Banque, qui s'est tenue pour la première fois à Dublin (Irlande) en juillet 2022 (voir page 50). Outre les discussions de politique stratégique et les annonces de nouveaux prêts et de nominations à des postes de direction, la réunion a été marquée par de nouvelles avancées.

En premier lieu, les États membres ont confirmé leur soutien au processus d'adhésion de l'Ukraine à la CEB. Déjà membre du Conseil de l'Europe, l'Ukraine a demandé à devenir membre de la Banque en mai 2022. Les États

La facilité de prêt de 20 millions d'euros de la CEB, approuvée en juillet 2022, permet à SFF d'accroître ses opérations de prêt à ces emprunteurs, de maintenir des taux d'intérêt bas et de diversifier sa base de financement ; il s'agit du premier prêt accordé par une institution financière internationale à SFF. Le prêt devrait bénéficier d'une garantie InvestEU et ciblera l'amélioration des conditions de vie, notamment en milieu rural, et le soutien à la création d'emplois par des entreprises sociales. Le projet devrait présenter une faible empreinte carbone, et une partie des fonds est destinée à l'investissement pour l'atténuation du changement climatique.

membres ont également donné un signe tangible de soutien en dispensant le pays de toute obligation de paiement pour son adhésion ; le processus était toujours en cours en décembre.

La deuxième avancée de 2022 concerne un accord sur le renforcement du capital de base de la Banque. La CEB ne perçoit aucune aide, don ou contribution budgétaire de la part de ses États membres. Cependant, face à l'aggravation des crises, la demande de financement de la CEB représente plus de 5 milliards d'euros par an, d'où l'importance de consolider et de soutenir les opérations de la Banque.

Les discussions de la Réunion Commune se sont poursuivies sur plusieurs mois et, en décembre 2022, les

organes de gouvernance de la Banque ont approuvé une augmentation de capital globale d'un montant maximal de 4,25 milliards d'euros (voir page 50). Pour la première fois dans l'histoire de la CEB, l'augmentation du capital versé, d'un montant de 1,2 milliard d'euros, sera financée par des contributions en numéraire des États membres. Cette base de capital renforcée viendra à l'appui du nouveau Cadre Stratégique 2023-2027 de la CEB, également approuvé en décembre 2022.

La Banque a enregistré d'autres succès en 2022 qui lui permettront de mieux servir ses clients. Elle a notamment réussi les nouveaux tests de conformité de l'UE, ou "évaluations des piliers", confirmant sa capacité à gérer des fonds européens en tant que partenaire. En novembre 2022, dans le cadre d'un partenariat renforcé avec l'UE, la CEB a signé l'Accord relatif à InvestEU, une garantie à hauteur de 159 millions d'euros. Cet accord permettra de mobiliser un demi-milliard d'euros supplémentaires pour une série de projets sociaux, tandis que la garantie budgétaire de l'UE permettra de rehausser le profil de risque de la CEB (voir page 32).

La CEB a également reçu des dons de la part des donateurs, et levé près de 39 millions d'euros en 2022, principalement en provenance de l'UE. Forte de ces dons, la Banque a pu financer un parc scientifique et technologique pour créer des emplois pérennes en Bosnie-Herzégovine, financer des projets en faveur des réfugiés et de la santé en Turquie, agrandir un hôpital pour enfants à Belgrade et investir dans des écoles en Géorgie (voir la section Donateurs, page 32).

En octobre 2022, la CEB a également renforcé sa présence sur les marchés environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) en rejoignant le Nasdaq Sustainable Bond Network (NSBN) basé à New York, un outil mondial d'information et de collecte de données destiné aux émetteurs, investisseurs et autres acteurs des obligations vertes, sociales ou durables.

“ La CEB reconnaît les conséquences disproportionnées du changement climatique sur les groupes à faible revenu et vulnérables. Répondre à la crise climatique tout en garantissant l'inclusion sociale dans les politiques et les investissements de transition peut permettre des avancées considérables.

1,2 milliard d'euros

l'augmentation du capital versé à la CEB sera financée pour la première fois par des contributions en numéraire

En définitive, la CEB a fait face aux difficiles enjeux de 2022 avec détermination et compétence, et aborde l'année 2023 dans une position relativement forte. Son excellente notation de crédit auprès de l'ensemble des principales agences, ses performances impeccables au regard des normes ESG, ses contrôles d'intégrité rigoureux et sa stricte conformité aux normes internationales de gouvernance font de la CEB une banque de développement social digne de confiance pour ses États membres. La CEB repose avant tout sur les compétences, l'expertise et la motivation de son personnel, et sur son engagement envers la mission sociale de la Banque.

Le lien entre inclusion sociale et climat

Les actions menées par la CEB en 2022 confirment son engagement indéfectible à accompagner ses États membres dans leur transition vers une économie plus inclusive socialement et plus résiliente face au changement climatique.

Aucun gouvernement ou institution financière internationale ne peut se permettre d'ignorer le paradigme triangulaire de la durabilité : populations, planète et prospérité. Pourtant, les mesures prises à l'échelle mondiale demeurent insuffisantes pour atteindre l'objectif international de limiter l'augmentation de la température moyenne à long terme à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels. Le caractère urgent de cette tâche a encore été souligné en 2022, l'une des années les plus chaudes jamais enregistrées, marquée en Europe par plusieurs catastrophes climatiques, notamment des feux de forêt sans précédent dans plusieurs pays.

La CEB soutient fermement les Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD) et l'Accord de Paris sur le climat, tous deux convenus en 2015, et dont la mise en œuvre repose sur une action menée sur le front social. En effet, ces accords historiques insistent sur les liens étroits qui existent entre défis sociaux et climatiques : de la même manière que l'aggravation de l'urgence climatique exacerbe les inégalités, la lutte contre les inégalités et autres problèmes sociaux peut renforcer l'action climatique, et devrait toujours être intégrée dans la conception de celle-ci.

Conformément à son mandat social, la CEB reconnaît les conséquences disproportionnées du changement climatique sur les groupes à faible revenu et vulnérables. Répondre à la crise climatique tout en garantissant l'inclusion sociale dans les politiques

Les défis auxquels l'Europe a été confrontée en 2022 devraient perdurer, voire s'aggraver : les migrations et les changements climatiques sont susceptibles de continuer sur le long terme, et si un rebond économique mondial n'est pas exclu en 2023, il n'y aura pas de croissance durable et inclusive sans une action transversale telle que la CEB est en mesure de mener. La CEB se tient prête à continuer à aider ses États membres et leurs citoyens à répondre aux défis futurs, pour une Europe plus forte, plus juste et plus cohésive sur le plan social.

Les membres approuvent le renforcement de la base de capital de la CEB

<https://coebank.org/fr/news-and-publications/news/governing-board-approves-ceb-2023-2027-strategic-framework-and-historic-capital-increase/>

Interview du Gouverneur Carlo Monticelli à la radio nationale irlandaise, RTE, en prime time

<https://www.rte.ie/news/business/2022/0708/1309113-ceb-to-discuss-ukrainian-application-for-membership/>



© Chris Willemsen / Alamy

et les investissements de transition peuvent permettre des avancées considérables. Créer des emplois résilients au changement climatique, favoriser la diversification économique pour réduire la dépendance aux secteurs affectés par le changement climatique ou encore investir dans les activités à faible émission de carbone sont autant d'exemples d'actions constructives sur les deux plans (social et climatique).

Le lien entre inclusion sociale et changement climatique est au cœur de l'approche adoptée par la CEB pour favoriser une transition juste et socialement inclusive. En effet, prendre en compte ce lien peut aider à identifier les projets présentant des avantages sociaux et climatiques, réduire l'empreinte environnementale des investissements sociaux, et corriger d'éventuels effets défavorables de l'action climatique sur le plan social. Cette approche fait désormais partie intégrante de l'évaluation des nouveaux projets par la CEB, comme

en témoignent plusieurs projets pour lesquels des prêts ont été approuvés en 2022, notamment la construction de nouveaux logements à haut rendement énergétique pour les personnes vulnérables en Allemagne et en Lituanie, ou encore les actions visant à renforcer la préparation de la Turquie aux feux de forêt, comme ceux qui ont tragiquement touché le pays lors des canicules de 2021 (voir page 25).

À cet égard, le cadre d'alignement sur l'Accord de Paris, lancé en 2021, et la mise en œuvre dès 2022 de la feuille de route correspondante, renforcent encore la contribution de la Banque au rapprochement entre agenda climatique et inclusion sociale. L'engagement de la Banque à aligner ses nouvelles opérations de financement sur les objectifs de l'Accord de Paris sera opérationnel en 2023 pour les projets dont l'affectation des fonds est prédéfinie et dont la localisation géographique est connue, et en 2024 pour les autres projets.



Projets approuvés en 2022

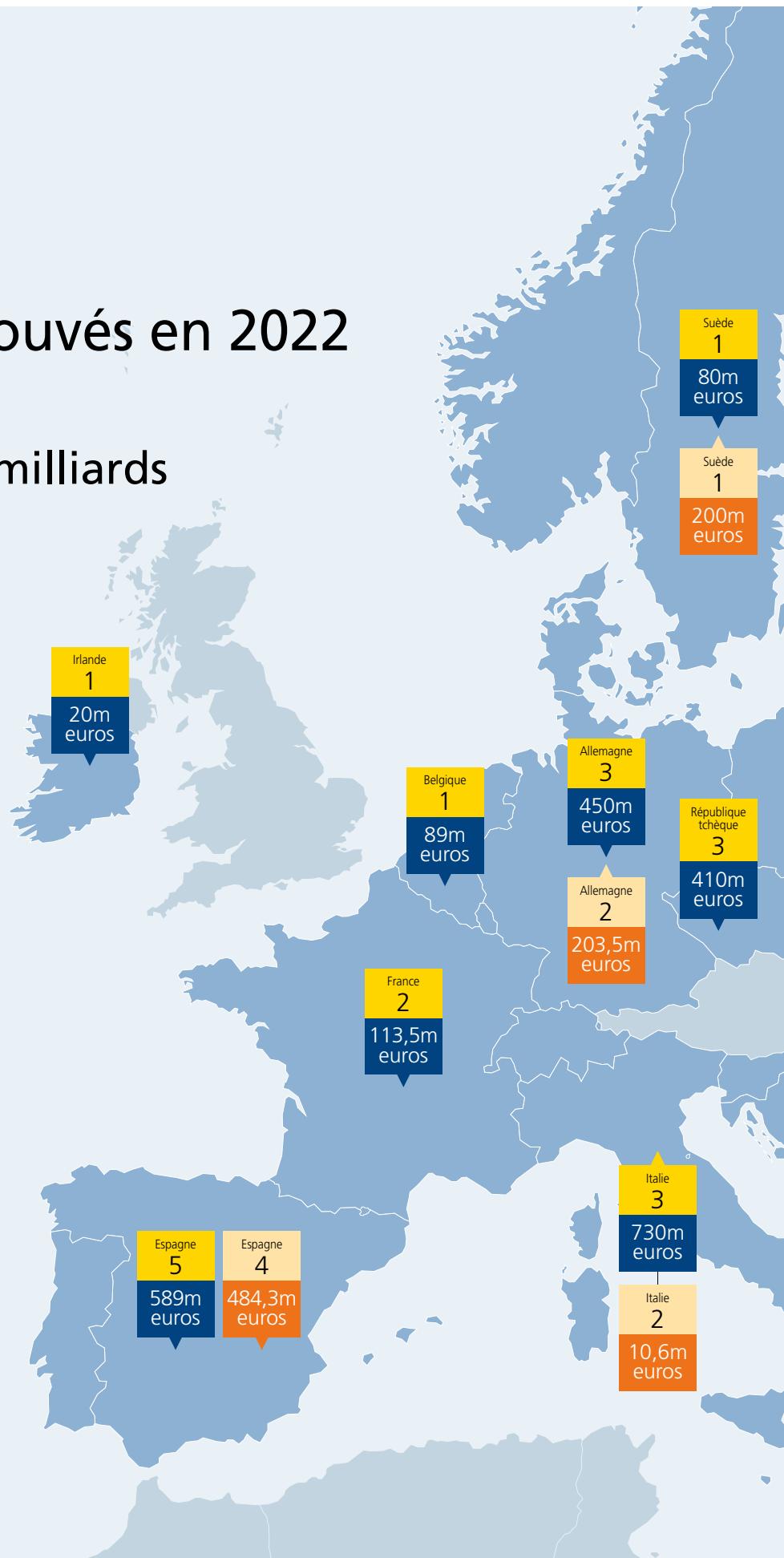
Nombre de projets : **36**

Montant total : **€4,2 milliards**

Nombre de pays : **16**

Nombre de projets

Volume de prêts approuvés





Projets achevés en 2022

Nombre de projets : **22**

Prêts décaissés : **€2,1 milliards**

Nombre de pays : **15**

Emplois créés ou conservés : **103 315**

Estimation du nombre de bénéficiaires d'infrastructures sociales nouvelles et améliorées : **5,7 millions**

Projets approuvés en 2022

La banque de développement social de l'Europe en action

Fin 2019, lorsque la CEB a publié son Plan de développement 2020-22, les perspectives mondiales commençaient déjà à paraître instables. La croissance du PIB était descendue autour de 3 % par an, dans un contexte de ralentissement des échanges commerciaux et de tensions géopolitiques. Le consensus parmi les pays européens était de promouvoir une croissance durable et inclusive, stimulée par une transition numérique soutenue par des politiques visant à ne laisser personne sur le bord de la route. La CEB a traduit ce consensus en trois lignes d'action concrète sur le plan social pour orienter sa stratégie :

- **la croissance inclusive**
- **le soutien aux groupes vulnérables**
- **la durabilité environnementale.**

L'apparition du COVID-19 au cours de la première année du plan et l'agression de l'Ukraine par la Russie en février 2022 ont entraîné une nette détérioration du contexte et renforcé les enjeux. Si les lignes d'action pouvaient globalement rester inchangées, l'action devait s'intensifier : l'activité économique s'est largement repliée en 2020 en raison des fermetures de frontières pour stopper la propagation du coronavirus, et les chaînes d'approvisionnement se sont asséchées. Les efforts budgétaires massifs consentis par les gouvernements et le recours accru aux technologies de communication ont permis de sauvegarder l'activité et les emplois, mais des pressions inflationnistes et des ruptures de stock sont apparues, aggravées par la guerre en Ukraine. Les inégalités se sont quant à elles davantage creusées, en particulier au sein même des pays.

En tant que seule banque internationale de développement en Europe dotée d'un mandat exclusivement social, la CEB devait indéniablement jouer un rôle plus important que jamais, que ce soit pour maintenir la cohésion sociale parmi ses États membres ou pour préserver le bien-être des personnes, en particulier celui des groupes les plus

vulnérables confrontés à la pauvreté, l'exclusion et la maladie. Elle s'est également efforcée de garantir que ses activités s'inscrivent dans l'action climatique et les Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Dans un contexte de superposition des crises, la CEB s'est attachée à allier agilité avec un fort accent sur la pertinence des politiques, la qualité et l'impact de ses activités. La Banque a approuvé le financement de 36 projets en 2022, dont 20 pour les pays du groupe cible (voir tableau page 58). Elle a effectué un contrôle préalable rigoureux de la viabilité technique, économique, financière, environnementale et sociale tout au long du cycle de chaque projet. Plus particulièrement, elle s'est assurée que les processus de passation des marchés respectent les règles exigeantes de la CEB, que les projets s'inscrivent dans ses politiques et normes de prévention des risques sociaux et environnementaux et, enfin, que les mesures d'atténuation éventuellement nécessaires soient

 **Dans un contexte de superposition des crises, la CEB s'est attachée à allier agilité avec un fort accent sur la pertinence des politiques, la qualité et l'impact de ses activités.**

mises en œuvre en conséquence par les clients ou les organismes chargés de l'exécution. À l'instar de l'impact social, les critères climatiques ont été davantage intégrés dans les processus d'approbation des projets en 2022 (voir page 14).

Les actions de la CEB en réponse à la crise en Ukraine sont décrivées dans le premier chapitre. Les sections suivantes présentent des exemples d'autres actions transversales entreprises par la Banque en 2022, représentées par les nouveaux projets approuvés. La liste complète des projets est disponible dans les aperçus en fin de rapport (à partir de la page 58).

UNE CROISSANCE INCLUSIVE CRÉATRICE D'OPPORTUNITÉS POUR TOUS

Ainsi que l'a prouvé la crise financière de 2008, le creusement des inégalités mine la croissance et compromet l'avenir de tous. La CEB s'engage à financer des projets qui favorisent une croissance dont les bénéfices sont largement et équitablement répartis, en stimulant le potentiel des personnes et en créant des opportunités pour tous. Près de la moitié des prêts approuvés en 2022 ciblaient une action en faveur de la croissance inclusive.

Ces actions couvrent une variété de pays et de secteurs, notamment le logement, la santé et l'éducation, ainsi que le soutien aux petites entreprises, y compris les micro-entreprises, et des projets visant à améliorer les conditions de vie en milieu urbain et rural. La plupart des pays membres de la CEB avaient à peine, voire pas encore, retrouvé leurs niveaux d'avant la pandémie lorsque l'inflation a flambé en 2021-2022, suivie par le choc de l'agression de l'Ukraine par la Russie. Les prêts de la CEB ont eu pour objectif de les aider à faire face aux effets de ces crises, tout en continuant à construire un avenir plus radieux, inclusif et résilient.



Micro-entreprises et émancipation économique des femmes

La promotion de l'entrepreneuriat, de l'emploi et de l'égalité entre les genres sont les objectifs principaux d'un prêt de la CEB de 4 millions d'euros à [Mi-Bospo Microcredit Foundation](#), un organisme de prêt à but non lucratif de **Bosnie-Herzégovine**. Ce nouveau prêt s'adresse aux ménages à faible revenu et aux micro-entreprises, majoritairement gérées par des femmes, et pourrait financer jusqu'à 3 500 projets. Il s'agit de la deuxième opération de la CEB avec Mi-Bospo ; le premier prêt de 2 millions d'euros approuvé en 2018 a obtenu la note de performance "très satisfaisant" lors de l'examen technique de la CEB, ayant contribué au maintien de 4 250 emplois et à la création de 960. En outre, les femmes représentaient environ 70 % des emprunteurs finaux. Le taux de chômage est élevé en Bosnie-Herzégovine, et les inégalités entre les sexes restent bien ancrées, malgré les efforts législatifs pour promouvoir la participation des femmes au marché du travail. Ce nouveau prêt devrait favoriser l'émancipation économique des femmes et leur inclusion financière et sociale, ainsi qu'améliorer les conditions de vie. Il vise également à financer des start-ups, notamment pour l'achat d'équipement, biens, matériaux et véhicules nécessaires au lancement d'une entreprise. Le soutien apporté aux petites exploitations agricoles familiales est également important pour le développement régional et la lutte contre la pauvreté rurale. Des fonds seront également mis à disposition pour l'amélioration de logements, notamment en matière d'économies d'énergie.

Voir www.mi-bospo.org





© GEWOFAG

Vers un parc de logements abordables et écologiques

Les loyers à Munich sont parmi les plus élevés d'**Allemagne**. La population de la ville a augmenté de plus de 27 % depuis 2000, en grande partie grâce au dynamisme économique de la région. Une répartition inégale des richesses et des revenus, combinée à une offre limitée, a rendu le logement inabordable pour de nombreux groupes à revenus faibles ou moyens. De plus, Munich a un parc locatif municipal relativement restreint par rapport à d'autres villes allemandes. GEWOFAG est un bailleur social détenu entièrement par la ville de Munich. Il a pour objectif de renforcer la réponse de la ville à ses problèmes de logement en construisant 3 178 habitations abordables en 2021-2025, et environ 7 000 d'ici 2030. Le prêt de 150 millions d'euros de la CEB, approuvé en mars 2022, contribuera à financer 10 sous-projets visant à

construire 1 428 logements locatifs abordables d'ici 2026. Ces habitations comprendront une crèche et d'autres services locaux, ainsi que des espaces pour les entreprises sociales. Quelque 95 % des appartements à construire dans le cadre du prêt de la CEB seront réservés à des ménages à faible revenu, et attribués dans le strict respect des règles d'éligibilité édictées par le département de l'aide sociale de l'Office pour le logement et la migration de la ville de Munich. Une construction conforme à des normes de performance énergétique élevées permettra au prêt de la CEB de soutenir les progrès de Munich vers son objectif de neutralité climatique à l'horizon 2035.



Ci-dessus :
Un projet de logements abordables à Munich.

Petites entreprises à fort potentiel

Les petites et moyennes entreprises, y compris les micro-entreprises (TPE-PME), concentrent les trois quarts de l'emploi en **Bulgarie**, une proportion bien supérieure à la moyenne européenne. Pourtant, il est difficile pour ces entreprises d'obtenir des prêts. L'économie bulgare, dont le PIB par habitant fait partie des plus faibles de l'Union européenne, a été doublement touchée par la pandémie et l'agression russe de l'Ukraine, tandis qu'une série d'élections générales non concluantes depuis 2021 plongent le pays dans l'instabilité politique. Un prêt de 175 millions d'euros de la CEB à la Banque de développement bulgare (BDB), garanti par le gouvernement bulgare, contribuera à stimuler la croissance inclusive en encourageant l'entrepreneuriat et la création d'emplois, tout en favorisant la durabilité environnementale. En effet, la BDB a pour objectif de transformer son portefeuille de prêts ces cinq prochaines

années pour répondre uniquement aux besoins des TPE-PME. Elle s'est fixé un objectif minimum de 20 % de prêts accordés à des projets "verts" de TPE-PME, dans des domaines comme la technologie propre, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, afin de favoriser une transition verte. La BDB compte allouer le prêt de la CEB au cours de la période 2023-2026. Il pourrait bénéficier à plus de 1 000 entreprises, dans la limite d'un plafond de 2,5 millions d'euros chacune. En outre, la CEB a approuvé un don de son Fonds d'investissement social vert dans le but de soutenir la BDB dans l'élaboration d'un cadre opérationnel environnemental, social et de gouvernance (ESG) et d'une méthodologie de suivi et de reporting conforme aux pratiques ESG.



SOUTENIR LES GROUPES VULNÉRABLES EST UNE NÉCESSITÉ STRATÉGIQUE

La décision de la CEB, dans le cadre de son Plan de Développement 2020-2022, de se concentrer davantage sur les personnes vulnérables dans le cadre de ses trois domaines d'action prioritaires, s'est avérée opportune lors de la pandémie de Covid-19 qui a touché de manière disproportionnée les personnes les plus vulnérables de la société. Le creusement des inégalités au sein des pays provoquait déjà de nouvelles demandes d'aide pour les personnes se situant dans le bas de l'échelle des revenus. Ce groupe très vulnérable est le plus exposé au risque de tomber dans la pauvreté et l'exclusion sociale, et peut représenter, d'après les [données Eurostat pour 2021](#), jusqu'à un cinquième des ménages ayant des enfants à charge en Europe. L'agression russe contre l'Ukraine, dans un contexte d'inflation rampante et de ralentissement économique, a aggravé la situation. En 2022, les nouvelles approbations de prêts en faveur des groupes vulnérables ciblaient majoritairement, et à juste titre, les réfugiés provenant d'Ukraine et leurs communautés d'accueil dans les pays européens, comme décrit dans le chapitre précédent.

Cependant, l'inclusion sociale consistant à ne laisser personne sur le bord de la route, la CEB a également poursuivi des initiatives sur d'autres fronts, notamment par des prêts et dons en faveur de la santé, du logement social, de l'éducation et de la formation, et des financements pour améliorer les conditions de vie élémentaires en prison.

En 2022, un tiers de l'ensemble des prêts approuvés a directement bénéficié à des groupes vulnérables, soit une proportion en hausse par rapport à 2021. Cette ligne d'action revêt une importance telle que la CEB abordera systématiquement, en application de son [Cadre Stratégique 2023-2027](#), l'ensemble de ses opérations de prêt sous l'angle de la vulnérabilité, pour identifier avec précision les sources de vulnérabilité que chaque projet vise à corriger, afin de concevoir de meilleures solutions et renforcer la cohésion sociale.

Aide sociale pour les populations âgées et vulnérables

Santa Luisa de Marillac est un centre de soins pour personnes âgées (*residencia de ancianos*) à Almeria, en Andalousie, une région autonome d'**Espagne**. Appartenant à une fondation à but non lucratif, il peut accueillir jusqu'à

37 résidents âgés de plus de 65 ans. À 350 km à l'ouest d'Almeria, à Écija, se trouve un autre centre d'aide sociale, la *Residencia Polaris*, qui s'adresse aux personnes en situation de handicap. Ces deux exemples font partie des nombreux centres d'aide sociale ayant bénéficié d'un prêt de la CEB de 200 millions d'euros destiné à aider l'Andalousie à financer ses besoins sociaux.

© CEB



L'investissement dans l'aide sociale aux personnes vulnérables et la promotion de l'inclusivité et d'une meilleure santé font partie des missions premières de la CEB, et l'Andalousie incarne les défis de ces questions. Cette région est la plus peuplée d'Espagne avec plus de 8,4 millions d'habitants, dont près d'un cinquième ont plus de 65 ans, et beaucoup d'entre eux ont bientôt 90 ans. Cette tendance démographique correspond aux chiffres nationaux, mais le PIB par habitant de l'Andalousie ne représente que 75 % de la moyenne nationale. De plus, la région compte quelque 400 000 personnes de moins de 65 ans en situation de handicap.

En 2022, les autorités andalouses ont alloué un budget de près de 1,6 milliard d'euros à l'aide sociale, dont 1,4 milliard d'euros pour les personnes âgées ou en situation de

handicap. La région a lancé différentes stratégies et plans d'action pour améliorer ses services sociaux, complétés par des services interactifs en ligne d'information et d'assistance. Le prêt de la CEB aide à financer la fourniture de services auprès de maisons de retraite et de centres d'accueil de jour, et d'autres services d'assistance de base pour ces groupes vulnérables, notamment des services d'aide à domicile. Il pourrait bénéficier à près de 1,9 million de personnes, tant dans les centres d'aide sociale que dans les ménages avec personnes dépendantes.



De nouveaux bâtiments scolaires dynamisent Malmö

Avec son port industriel historique, Malmö est la troisième plus grande ville de **Suède**. Située dans le détroit d'Öresund, en face de Copenhague (Danemark), Malmö a toujours attiré les travailleurs étrangers. Sévèrement touchée par le chômage, Malmö a entrepris une transition pour devenir une ville plus verte, tournée vers les hautes technologies et la culture. L'éducation, et notamment la scolarité obligatoire, est une priorité pour la ville de Malmö, qui bénéficiera

d'un prêt supplémentaire de 80 millions d'euros, venant s'ajouter aux 160 millions initialement approuvés pour la période 2016-2017 afin de contribuer au financement de la construction et de la rénovation d'établissements scolaires, pour un coût total prévu de 420,5 millions d'euros. Le prêt initial a été entièrement décaissé et alloué à 65 projets éligibles de construction ou de rénovation d'écoles. La CEB a également soutenu la ville en délivrant des recommandations techniques sur la manière d'améliorer l'efficacité de ces investissements. Ces recommandations portaient notamment sur l'implication des différents acteurs dans le processus de planification, sur le soutien aux enseignants dans le développement de leurs compétences pédagogiques dans les nouveaux environnements d'apprentissage, et sur le temps et les ressources à consacrer à l'ensemble de la communauté scolaire pour qu'elle s'approprie ces nouveaux espaces, tout en fourrissant des retours d'expérience aux organes de planification sur les améliorations possibles pour les futurs investissements.

Les avantages de ces projets, qui portent sur les établissements de scolarité obligatoire, maternelles comprises, et qui respecteront des normes environnementales et énergétiques strictes, devraient s'étendre au-delà des communautés locales et bénéficier également aux personnes déplacées, notamment les réfugiés d'Ukraine.

Voir CEB (2020), "School Design and Learning Environments in the City of Malmö, Sweden", Série Analyses thématiques, Paris.





“ L'amélioration de la qualité des prisons présente de nombreux avantages, notamment l'aide aux personnes confrontées à des problèmes sociaux et personnels avant leur incarcération, et l'instauration d'un environnement de travail efficace pour le personnel pénitentiaire.

© CEB

Moderniser les prisons pour soutenir les droits des détenus et leur réinsertion

L'amélioration de la qualité des établissements pénitentiaires en **Serbie** est l'objectif de ce prêt de la CEB de 30 millions d'euros. Le Conseil de l'Europe défend les droits humains fondamentaux et la dignité de tous les citoyens. Il est impératif d'offrir des conditions de vie décentes en prison, non seulement pour le bien-être des détenus, mais également pour leur réinsertion future dans la société. L'amélioration de la qualité des prisons présente de nombreux avantages, notamment l'aide aux personnes confrontées à des problèmes sociaux et personnels avant leur incarcération, et l'instauration d'un environnement de travail efficace pour le personnel pénitentiaire. En outre, il existe des normes internationales à respecter, notamment les Règles pénitentiaires européennes, et de plus en plus de pays modernisent leurs centres pénitentiaires, par exemple pour répondre aux critères d'adhésion à l'UE.

Cette volonté d'amélioration est l'une des motivations du prêt de la CEB, le troisième de la Banque pour la rénovation des prisons serbes. Il cofinancera la construction d'une nouvelle prison dans la ville de Kruševac et d'un nouveau bâtiment d'hébergement dans la prison de Sremska Mitrovica. Le coût du projet est estimé à 42,3 millions d'euros.

Le projet concerne le remplacement de bâtiments délabrés, dont certains datent de la Seconde Guerre mondiale. Les travaux seront menés conformément aux Règles pénitentiaires européennes et contribueront à appuyer la candidature de la Serbie à l'adhésion à l'UE.

Avant tout, le prêt devrait générer d'importants avantages sociaux. Les nouvelles prisons comprendront des installations modernes conçues pour répondre aux problèmes menant à la criminalité, comme l'addiction, les difficultés d'apprentissage et le manque de compétences, ainsi qu'aux problèmes affectant directement le bien-être des détenus, comme la surpopulation carcérale. Les installations intègreront des ateliers, des équipements sanitaires et sportifs, des salles de classe, des bibliothèques et des espaces culturels, ainsi que des espaces réservés aux visites familiales, le but étant de favoriser la réinsertion en encourageant un esprit de communauté positif.

Les projets devraient également bénéficier aux communautés locales par l'amélioration des routes d'accès et des services locaux et, outre leur faible empreinte carbone, contribuer aux Objectifs de développement durable des Nations Unies relatifs aux inégalités et à la justice.

Un don de 100 000 euros issu du Fonds d'investissement social vert (GSIF) de la CEB financera des mesures de réduction de la consommation d'énergie de ces deux prisons. Le projet visera en outre à impliquer les détenus dans la mise en œuvre des mesures d'efficacité énergétique, au moyen de formations professionnelles et de l'apprentissage par la pratique.



LA DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE, UNE PRIORITÉ POUR L'INCLUSION SOCIALE

La CEB s'efforce de maintenir l'empreinte environnementale de ses investissements sociaux au plus bas niveau possible. Cet effort est important pour notre planète, et la Banque estime également qu'inclusion sociale et progrès environnemental, notamment l'action climatique, vont de pair et peuvent se renforcer mutuellement. La Banque joue un rôle de plus en plus important pour favoriser la transition verte, notamment grâce à ses tests de conformité rigoureux pour l'approbation des prêts et des dons, ainsi qu'à son expertise croissante en matière de climat. Le travail de la CEB se situe au croisement des efforts sociaux et environnementaux, deux actions complémentaires : de même que la durabilité environnementale est indispensable au bien-être et à la subsistance des personnes, et plus généralement à la cohésion sociale, une action climatique efficace dépend de la mobilisation de toutes les communautés, y compris les plus vulnérables.

Parmi les actions importantes menées par la CEB dans le domaine de l'environnement en 2022, on peut citer des prêts pour des logements à haute efficacité énergétique, le financement d'initiatives urbaines et rurales, et des projets visant à renforcer la résilience en préparant et protégeant les personnes en cas de catastrophes naturelles.

Parmi les actions importantes menées par la CEB dans le domaine de l'environnement en 2022, on peut citer des prêts pour des logements à haute efficacité énergétique, le financement d'initiatives urbaines et rurales, et des projets visant à renforcer la résilience en préparant et protégeant les personnes en cas de catastrophes naturelles.



© Sid0601 / Shutterstock



“ Les fonds de la CEB devraient bénéficier 20 millions d'habitants, et contribueront à améliorer la réactivité face aux catastrophes.

© Arda Savasciogullari

Investir dans la résilience environnementale

Renforcer les capacités de la Türkiye au niveau local pour améliorer sa préparation aux feux de forêt et autres catastrophes naturelles, comme les sécheresses ou les inondations, dans le cadre d'efforts d'adaptation au changement climatique : tel est le principal objectif de ce mécanisme de financement public de la CEB en faveur d'İller Bankası AS ([ILBANK](#)), la banque de développement et d'investissement municipal de Türkiye, pour un montant de 200 millions d'euros.¹ Le prêt constitue une réponse aux grands feux de forêt (environ 275) qui ont ravagé des parties entières du pays en juillet et août 2021, et carbonisé plus de 200 000 hectares de terre (plus de 1 200 km², soit les trois quarts de la surface du Luxembourg). Les feux de forêt ont coûté la vie à huit personnes et forcé l'évacuation de 100 000 autres. Parmi les pires incendies de l'histoire du pays, ils ont eu des effets dévastateurs sur le climat et la biodiversité.

Ce prêt, qui bénéficie d'une garantie totale du gouvernement et durera jusqu'en 2026, marque la première collaboration entre la CEB et ILBANK. Si les

feux de forêt sont à l'origine du prêt, les fonds aideront également la dizaine de municipalités les plus touchées par les incendies à faire face aux catastrophes naturelles de manière plus générale. En effet, la Türkiye est exposée à plusieurs risques géologiques et hydrométéorologiques, tels que les inondations et les séismes. Les fonds de la CEB devraient bénéficier à près de 20 millions d'habitants, et contribueront à améliorer la réactivité face aux catastrophes, à renforcer les capacités matérielles et les infrastructures critiques, face aux crues soudaines par exemple, et à améliorer la sensibilisation du public. La première étape consistera à évaluer les capacités de lutte contre les incendies, notamment les équipements, technologies et systèmes d'alerte, ainsi que les bâtiments et véhicules, ce qui permettra à ILBANK de fixer des priorités d'investissement. L'objectif global consiste à instaurer une approche proactive de gestion des risques d'événements climatiques, qui seront probablement de plus en plus fréquents.



1. Un séisme violent a touché la Türkiye et la Syrie le 6 février 2023, causant de nombreux morts et d'importantes destructions. Le Gouverneur de la CEB, Carlo Monticelli, a fait une déclaration pour exprimer sa tristesse et sa solidarité, en rappelant que la CEB se tenait prête à fournir une assistance d'urgence afin de contribuer à atténuer les conséquences de cette catastrophe. .

Vers l'efficacité énergétique et l'action climatique dans les logements

Ce prêt de 40 millions d'euros de la CEB soutiendra les efforts de la **Lituanie** pour améliorer l'efficacité énergétique des immeubles d'habitation, notamment ceux construits avant 1993, lorsque les normes d'isolation, de chauffage et de ventilation étaient moins exigeantes qu'aujourd'hui. Les logements représentent 40 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, principalement générées par le chauffage, l'éclairage et la consommation énergétique en général. Il est par conséquent capital d'améliorer l'efficacité énergétique des immeubles, anciens comme récents, pour réduire les coûts de fonctionnement en période de forte inflation, et contribuer à atténuer le changement climatique et s'y adapter.

Parmi les 39 000 immeubles d'habitation composés de quelque 800 000 appartements en Lituanie, approximativement 90 % ne sont plus conformes aux normes actuelles. La quasi-totalité des appartements sont des propriétés privées, seuls 3 % d'entre eux relèvent du parc municipal. En 2020, le gouvernement lituanien a noué un partenariat avec Šiaulių Bankas pour créer une plateforme d'investissement permettant de tirer parti des fonds de l'Union européenne et d'attirer des financements pour la rénovation des immeubles d'habitation du pays. Cette plateforme, "SB modernizavimo fondas" a permis de lever environ



© CEB

275 millions d'euros jusqu'en 2025 auprès d'institutions financières et d'autres investisseurs. D'ici fin 2025, il est prévu de rénover au moins 800 immeubles d'habitation abritant plus de 25 000 ménages. Le financement de la CEB couvrira une partie de ces investissements de rénovation ayant des effets sociaux et environnementaux positifs, et générant des économies d'énergie d'environ 40 %.



Soutenir la longue reconstruction après un séisme

En **Italie** également, les prêts de la CEB aident un État membre à gérer les conséquences de catastrophes naturelles. Une partie du pays (environ 80 000 km²) porte encore les stigmates de la série de tremblements de terre ayant fait 300 morts et laissé des centaines de personnes sans toit ou en situation précaire dans le centre de l'Italie entre 2016 et 2017. En 2017, la CEB a accordé un prêt de 350 millions d'euros à la Cassa Depositi e Prestiti (CDP), la banque nationale de développement, pour financer les efforts de reconstruction, mais les avancées ont été ralenties par la difficulté d'accès aux zones sinistrées. Il y a également eu des difficultés administratives, mais la simplification et la rationalisation des procédures d'accès aux fonds disponibles ont permis d'accélérer les efforts de reconstruction depuis 2020. Au premier semestre 2022, environ 5 900 bâtiments ont été réhabilités, permettant à 14 000 familles de rentrer chez elles. Le prêt de la CEB a représenté 21 % des fonds disponibles, et contribué au financement de 3 028 initiatives privées, principalement pour la reconstruction des logements sinistrés et la

réparation des infrastructures professionnelles, avec une contribution moyenne de 115 000 euros par initiative. L'une des valeurs ajoutées évidentes de la CEB a été de fournir un financement rentable pour des investissements sociaux, ce qui a permis des économies substantielles de 32 millions d'euros pour le budget national.

Mais les cicatrices des tremblements de terre sont profondes, et il reste beaucoup à faire pour réhabiliter les zones sinistrées. Selon les estimations de 2022, les dépenses totales pour les réparations matérielles s'élèvent à 27 milliards d'euros, soit près de 10 milliards de plus que le montant estimé après la catastrophe, sans compter les dommages sociaux et culturels subis par les populations. C'est pourquoi le partenaire CDP a demandé un nouveau prêt de 350 millions d'euros, amenant le montant total depuis 2017 à 700 millions d'euros. Ce nouveau prêt financera jusqu'à 50 % des sous-prêts éligibles en 2022-2024.



Programme de développement durable à l'horizon 2030

Conformément à son Plan de développement 2020-2022, la Banque s'efforce de soutenir ses États membres dans la réalisation de leurs engagements au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Depuis janvier 2020, la CEB examine tous les projets qui lui sont soumis pour financement en fonction des dix Objectifs de développement durable (ODD) jugés les plus proches de son mandat social. Trois ans après le début du processus, alors qu'un nouveau Cadre Stratégique 2023-2027 est adopté, les résultats reflètent l'engagement de la Banque à soutenir des projets sociaux à fort impact.

Des 149 projets approuvés sur la période 2020-2022, la CEB a tiré les enseignements suivants :

- Chacun des projets était lié au moins à l'un des deux objectifs suivants : ODD 1 (Pas de pauvreté) et ODD 10 (Inégalités réduites)
- Plus de la moitié des projets ont contribué à l'ODD 11 (Villes durables)
- Un quart de l'ensemble des projets était lié soit à l'ODD 13 (Action pour le climat), soit à l'ODD 3 (Bonne santé), soit à l'ODD 8 (Travail décent)
- Près d'un projet sur dix appliquait une perspective de genre à travers l'ODD 5 (Égalité des sexes)
- En 2022, chaque nouveau projet approuvé soutenait, en moyenne, 2,8 ODD.

En outre, sur le volet du financement, la CEB a également intégré les ODD à son Cadre des obligations pour l'inclusion sociale et à ses rapports annuels.

Projets CEB approuvés et ODD

NB : Les chevauchements rendent compte du fait que les projets soutiennent plusieurs ODD.

		2022	
		Nombre de projets approuvés supportant chaque ODD	% de projets approuvés supportant chaque ODD
	ODD 10 Inégalités réduites	32	89 %
	ODD 1 Pas de pauvreté	10	28 %
	ODD 5 Égalité des sexes	3	8 %
	ODD 13 Action pour le climat	9	25 %
	ODD 3 Bonne santé	9	25 %
	ODD 4 Éducation de qualité	7	19 %
	ODD 6 Eau potable	0	0 %
	ODD 8 Travail décent	8	22 %
	ODD 11 Villes durables	20	56 %
	ODD 16 Paix et Justice	1	3 %

Lire le Rapport sur la durabilité 2022 sur : <https://coebank.org/fr/about/sustainability/>

Connaissances sociales, publications, multimedia



Lire "From Community Vulnerability to Resilience : The Experience of European Cities"
coebank.org/media/documents/Technical_Brief_From_Community_Vulnerability_to_Resilience.pdf

Lire également
"From community vulnerability to resilience: Five key lessons from European cities" (De la vulnérabilité des communautés à leur résilience : cinq enseignements clés des villes européennes), article de la CEB, octobre 2022
coebank.org/en/news-and-publications/blog/from-community-vulnerability-to-resilience-five-key-lessons-from-european-cities/

Villes résiliences :

“De la vulnérabilité des communautés à la résilience : l’expérience des villes européennes”

BRIEF TECHNIQUE DE LA CEB

Barcelone, en Espagne, s'est transformée pour le mieux. Grâce à des initiatives locales alliant technologies, mobilité et nature, cette ville historiquement dense bâtit un environnement urbain plus propre, accessible et résilient, dans lequel ses habitants peuvent vivre, travailler et se divertir. "Superbloc" en fait partie : des zones entières de la ville, ou superblocs, ont été conçues pour restreindre la circulation automobile afin de réduire la pollution atmosphérique et sonore, et prévoient des espaces publics sûrs où chacun peut circuler, sociabiliser et profiter d'activités culturelles. Lancé en 2015, le projet devrait aider Barcelone à atteindre ses objectifs de mobilité urbaine plus saine et faible en carbone, et à prendre des mesures en faveur du climat.

Le programme Superbloc n'est qu'un des exemples décrits dans ce brief technique de la CEB, qui vise à favoriser le dialogue entre les experts de la ville dans les pays européens sur la manière de renforcer la résilience et de lutter contre la vulnérabilité au sein des quartiers urbains et de leurs communautés. S'appuyant sur l'expérience des villes pionnières des États membres de la CEB comme Barcelone, Bucarest, Gênes, Kuopio, Milan, Paris, Rotterdam et Tirana, le brief souligne sept actions constructives essentielles



© Jose Ivan / Shutterstock

au renforcement de la résilience aux chocs et aux pressions, tout en assurant l'inclusion des groupes vulnérables. Il traite des actions liées à deux crises mondiales interconnectées, la pandémie de COVID-19 et le changement climatique, et en tire des enseignements qui peuvent être appliqués par les urbanistes et d'autres acteurs, notamment dans le cadre de la crise actuelle déclenchée par l'agression russe en Ukraine.

Ce Brief technique de la CEB est le produit d'une collaboration fructueuse avec l'OCDE, des réseaux internationaux de villes comme Local Governments for Sustainability (ICLEI), Resilient Cities Network, United Cities and Local Governments (UCLG), et plusieurs villes européennes.

Risk Management Disclosure

(Informations relatives à la gestion des risques)

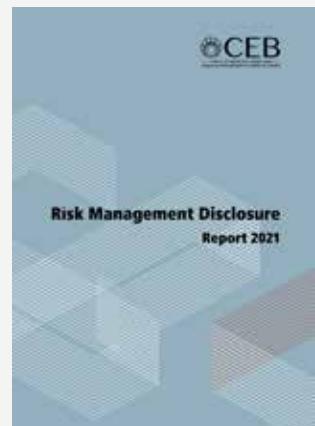
RAPPORT DE LA CEB

Pour la CEB, l'objectif principal de la gestion des risques est de garantir la pérennité financière et la résilience opérationnelle de la Banque, tout en lui permettant de remplir sa mission sociale. La CEB applique un cadre de gestion des risques prudentiels dans la conduite de ses opérations. Elle adapte ses politiques et pratiques de gestion des risques aux conditions du marché et aux bonnes pratiques du secteur. Ce rapport décrit l'approche de la CEB en matière de gestion des risques et d'évaluation de l'adéquation de ses fonds propres.

En tant que banque multilatérale de développement, la CEB ne relève pas de la législation européenne sur les institutions de crédit. Pour autant, elle veille à se conformer aux directives européennes sur la réglementation bancaire ainsi qu'aux bonnes pratiques et recommandations du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, tout en tenant compte de son statut particulier de banque multilatérale de développement.

Dans le cadre de sa stratégie opérationnelle, la Banque prend des risques de crédit, de liquidité et de marché à un niveau compatible avec son appétence au risque et sa mission publique. Sa solidité financière permet à la CEB de bénéficier d'un accès favorable aux marchés de capitaux et de coûts de financement faibles, tandis que sa gestion rigoureuse des risques lui assure une résilience opérationnelle.

Cette solidité et cette résilience se sont manifestées pendant la pandémie de Covid-19 : la CEB a été en mesure d'accroître son activité de prêt tout en maintenant un solide profil de risque et une réserve de capitaux suffisante. Le document intitulé *Risk Management Disclosure Report 2021* traite de ces questions en profondeur. Il explique, par exemple, les composantes du cadre prudentiel de la CEB et décrit la structure du capital de la Banque et sa situation concernant les risques, notamment en ce qui concerne les risques de crédit, opérationnels, de liquidité et de taux d'intérêt, ainsi que le risque de change.



CEB (2022), *Risk Management Disclosure Report*, décembre,
coebank.org/media/documents/CEB_Risk_Management_Report_2021.pdf



Lire le document :

coebank.org/media/documents/integration_of_refugees_fleeing_the_invasion_of_ukraine.pdf

Refugees fleeing the invasion of Ukraine: How host country integration policies support refugees (Réfugiés fuyant l'invasion de l'Ukraine : efficacité des politiques d'intégration des pays d'accueil)

ÉTUDE DE LA CEB

L'agression de l'Ukraine par la Russie en février 2022 et la guerre qu'elle a provoquée ont contraint plus de 4,7 millions de personnes à fuir vers d'autres pays européens. L'Europe tout entière a répondu aux besoins de ces personnes, dans un élan de solidarité inédit. L'afflux de population étant nettement plus important que lors des précédentes vagues de réfugiés en Europe, une pression considérable pèse sur les pays d'accueil pour venir en aide aux réfugiés ukrainiens. Cette étude de la CEB vise à fournir aux décideurs politiques, aux acteurs de l'intégration des réfugiés et au grand public un examen de la littérature et des données actuellement disponibles pour leur permettre de mieux saisir les enjeux de cette crise. Elle évalue les pays dans lesquels les réfugiés sont les plus nombreux, et examine l'impact de cet afflux sur les capacités d'accueil et de soutien des pays d'accueil.

Pour mieux comprendre quelles politiques et mesures sont efficaces, l'étude souligne quatre domaines clés dans lesquels un soutien accru aux réfugiés est nécessaire : l'accès au logement, la santé, l'éducation et le marché du travail. Par l'analyse des informations et des enseignements tirés des politiques et mesures déployées jusqu'à présent, et par une réflexion sur les crises migratoires qui ont touché l'Europe en 2015-2016, le rapport offre des perspectives instructives sur la manière dont les pays d'accueil aident les réfugiés fuyant la guerre en Ukraine et, dans un contexte économique instable, sur le type de politiques et de financements supplémentaires dont ils pourraient avoir besoin à l'avenir.



Regarder la vidéo :

coebank.org/fr/news-and-publications/projects-focus/broome-lodge-ireland-home-all/

Un logement pour tous

VIDÉO DE LA CEB

À l'occasion de la Réunion Commune annuelle de la CEB à Dublin (Irlande) du 7 au 10 juillet (voir page 50), une délégation a visité le Broome Lodge, un projet de logement basé à Dublin qui a reçu un financement de la CEB par le biais de l'agence publique irlandaise de financement du logement HFA. Celle-ci propose des financements attractifs à taux fixe à long terme aux autorités locales et aux organismes de logement agréés à but non lucratif qui fournissent des logements locatifs abordables.



Une nouvelle locataire s'installe au Broome Lodge à Dublin.



Financing preschool facilities in Croatia

(Financer des écoles maternelles en Croatie)

VIDÉO DE LA CEB

La CEB collabore depuis plus de 20 ans avec la Banque croate pour la reconstruction et le développement, HBOR (*Hrvatska banka za obnovu i razvitak*), qui finance les infrastructures sociales du pays. L'école maternelle de Turanj a été reconstruite et équipée grâce aux fonds de la CEB.

Regarder cette vidéo de deux minutes de 2022 : coebank.org/fr/news-and-publications/projects-focus/financing-preschool-facilities-croatia/

Regarder les vidéos de la CEB sur www.youtube.com/@coebank



"Healthcare in Western Balkans hurting people's well-being and economic future", août
coebank.org/fr/news-and-publications/blog/healthcare-in-western-balkans-hurting-peoples-well-being-and-economic-future/

"The intersection of housing and inequalities in the Western Balkans", Avril
coebank.org/fr/news-and-publications/blog/intersection-housing-and-inequalities-western-balkans/

"Supporting women in the Western Balkans through better social infrastructure", Mars
coebank.org/fr/news-and-publications/blog/supporting-women-western-balkans-through-better-social-infrastructure/

Focus sur les Balkans occidentaux

BLOGS DE LA CEB

Trois blogs de la CEB ont été publiés en 2022, à partir du document intitulé "Social infrastructure in the Western Balkans: Increasing the region's economic resilience, enhancing human capital and counteracting the effects of Brain Drain", ("Infrastructure sociale dans les Balkans occidentaux : accroître la résilience économique de la région, développer le capital humain et contrer les effets de la fuite des cerveaux"), novembre 2021, par Edo Omic et Cecilia Handeland (2022).



Partenariats et donateurs

Partenariats

Renforçant l'efficacité et l'impact des opérations de la Banque, les partenariats sont un maillon essentiel du modèle économique de la CEB. Comme pour la crise liée au COVID-19, l'importance des partenariats a été mise en évidence en 2022 lors de la crise consécutive à l'agression russe en Ukraine.

Sources de connaissances et d'expertise, les partenariats sont importants pour mutualiser les enseignements, les informations et les bonnes pratiques. Ils sont indispensables à la Banque pour mieux tirer parti des ressources, à travers des cofinancements et le partage des risques, par exemple. Ils permettent également à la CEB d'envisager des projets d'investissement qu'elle ne pourrait prendre en charge seule.

L'Union européenne

Les relations de la CEB avec les **institutions de l'UE** sont anciennes et étendues. Le mandat social de la CEB, son expertise dans des domaines comme le logement social, la santé ou les questions liées aux réfugiés, ainsi que son expérience dans les subventions européennes, sont à la base d'interactions intensives et fructueuses avec la Commission européenne et le Parlement européen.

© CEB



Le Commissaire Paolo Gentiloni et le Gouverneur Carlo Monticelli ont signé l'accord de garantie InvestEU le 28 novembre 2022 à Bruxelles.

L'UE est le plus grand donateur de la CEB, avec 38 millions d'euros de dons en 2022. Cette dimension du partenariat UE-CEB a été renforcée en janvier 2022 lorsque la CEB a passé avec succès un nouveau test de conformité élargi établi par la Commission européenne, "appelé évaluation des piliers", réaffirmant ainsi sa capacité à gérer des financements européens conformément aux normes européennes (voir Conformité, page 51).

L'importance de ce succès a été démontrée en novembre 2022 lorsque la CEB a signé l'Accord de garantie InvestEU, devenant ainsi le deuxième partenaire de mise en œuvre aux côtés de la Banque européenne d'investissement. L'accord de garantie, d'une valeur maximale de 159 millions d'euros et qui devrait mobiliser jusqu'à 500 millions d'euros de prêts, débloquera des investissements dans les domaines suivants : logement social, abordable et étudiant ; éducation, emploi et compétences ; santé, soins de longue durée et aide sociale ; mobilité urbaine propre et intelligente ; services d'approvisionnement en eau et d'assainissement ; et protection contre les inondations. Il servira également des objectifs transversaux comme l'égalité entre les sexes et l'inclusion sociale et économique des groupes vulnérables, y compris des personnes handicapées.

InvestEU fournit une garantie budgétaire aux partenaires de mise en œuvre afin d'accroître leur capacité de prise de risque, et contribue ainsi à mobiliser des investissements publics et privés en faveur des priorités politiques de l'UE.

Le Commissaire européen à l'économie, Paolo Gentiloni, a salué l'accord en déclarant qu'"aucun de nos objectifs n'est plus important que la construction d'une Europe sociale solide. Je me réjouis que la Banque de Développement du Conseil de l'Europe soit désormais l'un de nos partenaires chargés de la mise en œuvre d'InvestEU, en particulier pour les investissements sociaux." En saluant cet accord, qui renforce la longue collaboration entre la CEB et la Commission européenne, le Gouverneur Carlo Monticelli a déclaré : "En associant la garantie de l'UE et l'expertise de la CEB, nous accroîtrons notre efficacité en tant que partenaires de nos pays membres dans leurs réponses aux défis sociaux considérables d'aujourd'hui."

Le partenariat de la CEB avec l'UE a permis de concrétiser plusieurs initiatives en 2022. En avril, la CEB a lancé,

500 millions d'euros pourraient être mobilisés grâce à InvestEU pour renforcer des projets sociaux

en collaboration avec des représentants de la CE et du Parlement européen, le volet slovaque d'un projet pilote innovant visant à financer des solutions de logements abordables pour les Roms, le Fonds pour le logement et l'autonomisation des Roms (*Housing and Empowerment of Roma - HERO*). Cette initiative est financée par le Parlement européen, gérée par la Commission européenne et mise en œuvre par la CEB, en collaboration avec des partenaires en République slovaque, en Bulgarie et en Roumanie ([voir le communiqué de presse](#)).

Partenariats et financement pour l'intégration des migrants (PAFMI) est une autre initiative CEB-UE qui a vu le jour l'année dernière. Lancée afin de favoriser l'inclusion des migrants au niveau local et régional dans les États membres de l'UE qui sont également membres de la CEB, elle est financée par une contribution de 3,5 millions d'euros de l'UE. En 2022, par le biais d'un appel à propositions, la CEB a sélectionné cinq projets d'inclusion des migrants qui seront mis en œuvre dans l'UE à partir de 2023. Pour plus de détails, voir le Rapport CEB et donateurs 2022.

Banques multilatérales de développement et institutions financières internationales

La collaboration avec d'autres institutions financières internationales (IFI) et banques multilatérales de développement (BMD) est capitale pour les activités et le rayonnement de la CEB. La Banque a signé une [déclaration commune](#) avec plusieurs BMD avant la [Conférence des Nations Unies sur le changement climatique de 2021 \(COP27\)](#), organisée en Égypte en novembre 2022, dans laquelle elles réaffirment leur engagement à soutenir les pays dans "leur transition vers une économie à faibles émissions de carbone et résiliente au changement climatique". La déclaration commune définit les "actions prioritaires pour obtenir des résultats à fort impact", notamment la mise en œuvre d'approches d'alignement sur l'Accord de Paris, le renforcement du financement de l'adaptation au changement climatique et l'augmentation des financements concessionnels.

Toujours en amont de la COP27, la CEB s'est associée à d'autres IFI pour lancer pour la première fois une campagne vidéo conjointe sur le climat et la durabilité environnementale, intitulée "[Investir pour un monde plus vert](#)". À travers différents témoignages, cette vidéo de qualité professionnelle de quatre minutes offre un aperçu de la manière dont l'investissement vert peut contribuer à préserver la planète et améliorer les vies.

La CEB continue de rechercher des opportunités de cofinancement et de financement parallèle, notamment



Regarder *Investing for a greener world* sur <https://www.youtube.com/@coebank>.

avec la **Banque européenne d'investissement (BEI)**, **le Groupe Banque mondiale** et d'autres institutions, conformément à leurs mandats respectifs.

La CEB a participé activement, en tant que membre, à plusieurs autres réseaux, comme celui des Directeurs de BMD pour le Climat, des Directeurs de BMD pour les Passations de marchés, des Directeurs de BMD pour l'Approvisionnement, et la Plateforme de coordination des infrastructures des BMD, entre autres. La Banque est également un membre clé de l'Association européenne des investisseurs de long terme (ELTI), un réseau européen de 31 banques multilatérales de développement européennes,

“ La collaboration avec d'autres institutions financières internationales (IFI) et banques multilatérales de développement (BMD) est capitale pour les activités et le rayonnement de la CEB.

banques et institutions de développement nationales qui encourage les investissements à long terme, en étroite conformité avec les objectifs et les initiatives élaborés par la CEB afin de favoriser une croissance durable, intelligente et inclusive ainsi que la création d'emplois. En outre, la CEB

poursuit sa collaboration, en tant que membre fondateur, avec le groupe de travail sur les obligations sociales de l'International Capital Market Association (ICMA), dont elle a contribué à l'élaboration des Principes applicables aux obligations sociales.

La CEB est un membre actif et contributeur financier du sommet **Finance en Commun (FiC)**, une coalition mondiale créée en 2020 pour renforcer la coopération internationale entre les banques de développement publics en vue de la réalisation des ODD du Programme 2030 et de l'Accord de Paris sur le changement climatique. Lors du sommet du FiC 2022 à Abidjan (Côte d'Ivoire) en octobre, organisé par la BEI et la Banque africaine de développement sous le thème "Une transition verte et juste pour une reprise durable", les experts de la CEB ont rappelé l'importance des investissements sociaux dans la relance et le renforcement de la résilience de nos économies. Ils ont également souligné l'utilité d'une approche fondée sur le lien entre enjeux sociaux et climatiques, reconnaissant l'interdépendance entre ces deux domaines et son importance pour les actions en faveur des populations vulnérables.

La CEB a aussi confirmé qu'elle restera à la tête de la **Coalition pour l'investissement social**, conjointement avec l'Agence française de développement (AFD), dans l'objectif d'accroître le volume de financement des investissements sociaux des acteurs privés et publics, et d'améliorer la diversité et la qualité de ces investissements.

La CEB participe à d'autres coalitions du FiC – elle a ainsi signé la Déclaration du FiC sur les droits de l'homme, et adhéré à la **Coalition pour des villes et des régions résilientes**, récemment lancée par le Fonds mondial pour le développement des villes.

Ce réseau international d'administrations locales et régionales est dédié à la conception de solutions de

La CEB et le Nasdaq Sustainable Bond Network

Depuis le 25 octobre 2022, la CEB fait partie du réseau Nasdaq Sustainable Bond Network (NSBN), un outil mondial d'information et de collecte de données destiné aux émetteurs et investisseurs des obligations vertes, sociales ou durables. En rejoignant le NSBN, la CEB s'est engagée à œuvrer pour la poursuite du développement du marché des obligations sociales afin de soutenir ses financements de projets. La Banque est un pionnier et un leader sur ce marché depuis 2017. Ses émissions annuelles d'obligations sociales n'ont cessé de croître, et représentent un pourcentage record de 34 % de son programme de financement en 2022.

La Banque a publié une mise à jour de son Cadre des obligations d'inclusion sociale, et son nouvel engagement avec le Nasdaq participe de ses efforts plus larges visant à garantir des normes élevées en matière de transparence et de rapports d'impact. Les investisseurs pourront trouver tous les documents et données d'impact pertinents sur une plateforme centralisée et publique.

"Nous sommes ravis d'accueillir la CEB au sein du Nasdaq Sustainable Bond Network", a déclaré Ann-Charlotte Eliasson, Responsable du NSBN chez Nasdaq, soulignant que la plateforme "soutiendra l'objectif de la CEB d'assurer encore plus de transparence, de divulgation et davantage de clarté aux investisseurs sur ses obligations d'inclusion sociale".

Pour plus d'informations, voir :
coebank.org/fr/news-and-publications/news/ceb-joins-nasdaq-sustainable-bond-network/

financement et d'investissement pour les villes, et de projets d'urbanisme écologique. Aider les villes pour qu'elles deviennent plus résilientes et inclusives est au cœur du mandat social de la CEB. En septembre 2022, la CEB a publié "From Community Vulnerability to Resilience: the Experience of European Cities", un brief technique sur les projets destinés à favoriser le dialogue et la résilience au sein des quartiers urbains et parmi leurs populations. Ce document est le fruit d'une collaboration avec l'OCDE, des réseaux de villes internationaux comme Local Governments for Sustainability, Resilient Cities Network et United Cities and Local Governments (UCLG), ainsi que plusieurs villes européennes. Il est disponible sur : coebank.org/media/documents/Technical_Brief_From_Community_Vulnerability_to_Resilience.pdf



Arturo Seco Presencio et Felix Grote de la direction des Finances à New York lors la rentrée de la CEB au NSBN.



© IOM / CEB

Gouverneur Carlo Monticelli avec Daria Balashova, une réfugiée d'Ukraine, Juin 2022, à un centre d'accueil OIM à Varsovie (Pologne).

Nations Unies

La CEB a maintenu ses partenariats stratégiques avec de nombreux organismes des Nations Unies, tirant ainsi parti de l'influence mondiale de l'ONU et de son expertise : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), UN-Habitat, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-ONU), pour ne citer que les principaux.

“ La coopération avec l'OIM a notamment permis à la CEB de réagir rapidement face à la crise ukrainienne en dirigeant directement les fonds subventionnés vers les populations vulnérables fuyant la guerre.

L'afflux de réfugiés et de populations déplacées en 2022 a conduit la CEB à accroître sa coopération de longue date avec le l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). La coopération avec l'OIM a notamment permis à la CEB de réagir rapidement face à la crise ukrainienne en dirigeant directement les fonds subventionnés vers les populations vulnérables fuyant la guerre.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

La CEB a renforcé sa coopération avec l'OCDE dans des domaines de priorité stratégique comme le développement durable et inclusif, les migrants et les réfugiés, les régions et les villes, la gouvernance publique et privée, et les financements climatiques.

L'Observatoire mondial des finances et de l'investissement des collectivités territoriales (Observatoire mondial), initiative conjointe avec Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), est un exemple de coopération avec l'OCDE. Cette initiative est considérée comme la principale source mondiale de données et d'analyses comparatives internationales sur les dispositifs de gouvernance multiniveaux et les cadres de financement des collectivités territoriales.

La CEB apporte un soutien financier à l'Observatoire mondial depuis 2019, aux côtés d'autres partenaires comme l'Agence française de développement (AFD), l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ), le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) et la Banque asiatique de développement. Voir www.sng-wofi.org/

Alliance européenne pour un logement social durable et inclusif en France

Depuis le lancement de l'alliance en septembre 2020, la CEB coopère activement avec l'**Union sociale pour l'habitat, la Caisse des Dépôts et Consignations**, par le biais de la Banque des territoires, et la Banque européenne d'investissement (BEI) afin de faciliter l'accès des associations de logement social au financement européen, pour soutenir une offre de logements sociaux plus importante et de meilleure qualité en France. Cette alliance fonctionne en application du Socle européen des droits sociaux et de la Charte sociale européenne révisée du Conseil de l'Europe.

Engagement plus large

La CEB est en contact régulier avec des groupes d'intérêt et de réflexion tels que Bruegel, l'Institut d'études économiques internationales de Vienne, Eurocities, le Conseil international pour les initiatives écologiques locales (ICLEI), le Resilient Cities Network, la Fédération européenne des organisations nationales travaillant avec les sans-abris (FEANTSA), et Housing Europe. Cette coopération permet d'améliorer la connaissance et la compréhension mutuelles des enjeux, à formuler des réponses mieux adaptées, notamment une assistance technique adéquate, et à améliorer l'impact social des projets de la CEB en ces temps incertains.

Pour en savoir plus sur les partenariats de la CEB :
coebank.org/fr/about/partnerships/

Les donateurs à l'appui de l'action sociale de la CEB

Faits marquants de 2022

Soutien fort des donateurs pour l'Ukraine

- **10 millions d'euros** alloués à l'aide aux réfugiés fuyant l'Ukraine
- Création du Fonds solidarité Ukraine doté de **1 million d'euros** par l'Irlande

Renforcer l'impact social

Comme le précise le nouveau Cadre Stratégique 2023-2027, approuvé en décembre 2022, la coopération avec les donateurs est essentielle pour accomplir la mission de la CEB. La Banque lève en effet des fonds auprès des donateurs pour fournir un soutien additionnel aux projets lorsque cela est nécessaire, et pour améliorer leur impact social. C'est notamment le cas des projets bénéficiant aux personnes vulnérables et aux communautés de régions défavorisées, car les entités en charge de ces projets ne disposent généralement pas de toutes les ressources nécessaires à leur financement ou leur mise en œuvre.

Ce soutien additionnel peut prendre la forme d'une assistance technique pour aider les emprunteurs à mettre en œuvre les projets conformément aux bonnes pratiques. Il peut également s'agir d'aide à l'investissement ou de bonifications d'intérêts pour réduire la charge financière des emprunteurs. Enfin, la Banque utilise les fonds des donateurs pour garantir des projets qui, autrement, ne seraient pas éligibles aux prêts de la CEB en raison de leur profil de risque.

Assister les migrants et les réfugiés, promouvoir la cohésion sociale

La CEB alloue la majorité des fonds provenant de ses donateurs à l'assistance aux migrants et aux réfugiés, pour lesquels la Banque a mobilisé près de 500 millions d'euros à ce jour. Conformément au mandat de la Banque, et compte tenu de l'agression russe en Ukraine et du changement climatique, cet effort conservera toute son importance. Plus généralement, les donateurs apportent un soutien essentiel à la Banque dans ses efforts visant à promouvoir la cohésion sociale en Europe.

Financement substantiel de l'UE

- Contribution de **35,7 millions d'euros** du WBIF pour agrandir un hôpital pédiatrique à Belgrade, Serbie
- Contribution de **2,3 millions d'euros** afin de prolonger le Programme régional de logement jusqu'en 2023

Principaux donateurs

L'Union européenne est le premier donateur de la Banque avec 659 millions d'euros, soit trois quarts des contributions totales reçues par la Banque à ce jour. La capacité de la CEB à gérer des financements européens conformément aux normes de l'UE a été réaffirmée en 2022, lorsqu'elle a passé avec succès une nouvelle évaluation de conformité appelée "évaluation des piliers" (voir Conformité page 51). La coopération entre l'UE et la CEB permet de fortes synergies : l'UE dispose d'une expertise politique et de capacités de financement solides, tandis que la CEB a une grande expérience de la conception et de la mise en œuvre de projets, et peut compléter les subventions de l'UE avec ses prêts.

659 millions d'euros
soit trois quarts des contributions totales reçues
par la Banque, viennent de l'UE

L'Allemagne, la Norvège et l'Italie sont les principaux donateurs de la CEB parmi ses États membres, et les États-Unis le principal donateur parmi les États non membres. À ce jour, les contributions des donateurs s'élèvent à 883 millions d'euros.

La réponse face à la crise en Ukraine

L'agression de la Russie contre l'Ukraine en 2022 a entraîné des destructions massives et forcées des millions de personnes à fuir : fin 2022, près de 14 millions de personnes, soit presque le tiers de la population ukrainienne, avaient été déplacées.

La CEB a tout d'abord alloué 10 millions d'euros en fonds de donateurs pour l'assistance aux réfugiés d'Ukraine. Ces fonds, dont 6,4 millions d'euros ont été contractés en 2022, servent à financer des services de transport, d'hébergement, de santé et de suivi psychologique. Ils sont acheminés par le biais du **Fonds pour les migrants et les réfugiés**, un fonds fiduciaire créé par la CEB en 2015 en réponse à l'afflux de migrants et de personnes déplacées.

La Banque a ensuite créé un fonds fiduciaire dédié, le Fonds solidarité Ukraine (USF), pour aider les personnes déplacées d'Ukraine et contribuer à la reconstruction du pays, qui devrait devenir membre de la CEB en 2023. L'Irlande, qui a soutenu la création de ce fonds fiduciaire en tant que pays hôte de la Réunion Commune annuelle de la CEB de juillet 2022, l'a doté d'un capital d'amorçage de 1 million d'euros.

Fournir un logement aux personnes déplacées dans les Balkans

Durant les conflits dans l'ancienne Yougoslavie dans les années 1990, des millions de personnes ont dû fuir leur maison. Près de trente ans plus tard, des milliers de

personnes vivent encore dans des logements précaires. Pour offrir à ces populations vulnérables un logement décent, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Monténégro et la Serbie mettent en œuvre une initiative conjointe, le **Programme régional de logement** (RHP).

Géré par la CEB, ce programme produit des résultats à grande échelle : à ce jour, il a permis à environ 30 400 personnes très vulnérables de bénéficier d'un logement décent. À la fin du Programme, en 2023, ce nombre devrait avoisiner 34 000.

Le RHP bénéficie d'un fort soutien de la communauté internationale : les donateurs ont engagé 294 millions d'euros en faveur de cette initiative. L'Union européenne est le principal donateur avec 238 millions d'euros, devant les États-Unis avec 24 millions d'euros. Les autres principaux donateurs sont l'Allemagne, la Norvège, la Suisse et l'Italie.

Soins médicaux et réfugiés en Turquie

Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la Turquie héberge le plus grand nombre de réfugiés au monde, dont 3,5 millions de Syriens, conséquence du



À gauche :
Une famille reçoit
les clés de sa
nouvelle maison,
grâce au RHP
qui a livré 10 000
logements avant
novembre 2022.

À droite :
Une maquette de
l'hôpital de Tiršova :
voir <https://www.gradnja.rs/decija-klinika-tirsova-2-bexel-consulting/>
© Milan Zloković /
Office serbe
de gestion des
investissements
publics

conflit qui sévit en Syrie depuis plus de dix ans. Pour répondre de manière coordonnée à l'ensemble des besoins des réfugiés et de leurs communautés d'accueil, l'UE et la Turquie ont mis en place en 2015 un mécanisme de coordination intitulé **Facilité de l'UE pour les réfugiés en Turquie** (FRiT). La CEB gère deux projets financés par la FRiT, dans l'objectif d'améliorer les soins médicaux pour les réfugiés et leurs communautés d'accueil.

L'hôpital de Kilis, avec une contribution de l'UE de 50 millions d'euros, devrait accroître ses capacités d'accueil de 300 %.

La Banque a, dans un premier temps, supervisé la construction et l'équipement d'un hôpital public de 400 lits à Kilis, près de la frontière turco-syrienne. La province de Kilis connaît une nette augmentation de sa population en raison de l'afflux de réfugiés syriens. L'hôpital, qui a bénéficié d'une contribution européenne de 50 millions d'euros, devrait accroître ses capacités d'accueil de 300 %. Des représentants du ministère de la Santé turc, de l'UE et de la CEB ont assisté à son inauguration en décembre 2022. L'hôpital a résisté aux séismes de février 2023 et reste entièrement opérationnel.

Ensuite, la CEB continue de superviser la mise en place d'un réseau de centres de santé dans toute la Turquie au service des réfugiés et de leurs communautés d'accueil, dans le cadre d'un projet d'un montant de 90 millions d'euros intitulé "Renforcement des infrastructures de soins médicaux pour tous" (SHIFA). Lancé en 2021, ce projet est en train d'être revu pour privilégier les investissements dans les établissements de santé de la région affectée par les séismes de février 2023.

Agrandir un hôpital pédiatrique de référence dans les Balkans

L'hôpital universitaire pour enfants Tiršova, à Belgrade, jouit d'une excellente réputation en matière de soins pédiatriques. Pour améliorer davantage les soins aux patients et les conditions de travail du personnel, les autorités serbes construisent un nouvel ensemble hospitalier.

Le projet est soutenu par un prêt de la CEB de 54 millions d'euros et une aide à l'investissement de près de 36 millions d'euros, approuvée en 2022, provenant du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF), une initiative conjointe impliquant l'UE, plusieurs



institutions financières et donateurs bilatéraux. La Serbie bénéficie également d'une assistance technique pour préparer le projet, financée par le **Compte slovaque pour la croissance inclusive**, créé pour soutenir les actions de la CEB en faveur de la croissance inclusive et de la durabilité environnementale, et par le Compte fiduciaire norvégien.

Un parc scientifique et technologique pour la Bosnie-Herzégovine

La création d'emplois qualifiés pour lutter contre le chômage des jeunes et la fuite des cerveaux est un enjeu majeur pour de nombreux pays, notamment la Bosnie-Herzégovine. Pour créer des emplois et favoriser la coopération entre la communauté scientifique et le secteur privé, les autorités de Bosnie-Herzégovine mettent en place un parc scientifique et technologique à Banja Luka, la deuxième plus grande ville du pays.

Pour garantir une mise en œuvre du projet conforme aux normes internationales, le gouvernement de la République de Srpska bénéficie d'une assistance technique du PNUD depuis 2022. Celle-ci, d'un montant de 550 000 euros, est financée par le **Compte de dividendes sociaux** (CDS) de la CEB et le **Fonds italien pour des projets innovants** (IFIP). Le CDS, qui sert à soutenir des projets à haute valeur sociale, est principalement financé par des contributions des États membres de la CEB prélevées sur les bénéfices annuels de la Banque. L'Italie a créé l'IFIP pour aider la Banque à développer des projets sociaux innovants.

Améliorer la vie et les conditions de travail dans les prisons serbes

La surpopulation carcérale porte atteinte aux droits des détenus à des conditions de vie saines et sûres, et peut affecter leurs perspectives de réinsertion dans la société. Afin de remédier à ce problème, qui affecte également les conditions de travail du personnel pénitentiaire, et de satisfaire aux exigences de l'adhésion à l'UE, la Serbie construit une nouvelle prison à Kruševac et agrandit celle de Sremska Mitrovica (voir page 23).

La CEB soutient ce projet à fort impact social avec un prêt de 30 millions d'euros approuvé en 2022. La même année, la Banque a également approuvé une assistance technique pour permettre aux autorités serbes d'améliorer l'efficacité énergétique des installations. Cette assistance, d'un montant de 100 000 euros, est financée par le **Fonds d'investissement social vert** (GSIF), créé par la CEB en 2020 pour aider ses pays membres à accélérer leur transition vers des économies à faibles émissions de carbone et résilientes au changement climatique. Les mesures d'efficacité énergétique qui en résulteront

devraient avoir des avantages environnementaux, en réduisant la consommation d'énergie, et des avantages sociaux, en améliorant le confort des détenus et du personnel pénitentiaire.

Rénover des écoles en Géorgie

La Géorgie met en œuvre un ambitieux projet de rénovations d'écoles publiques dans la capitale, Tbilissi, qui devrait générer d'importants avantages sociaux et environnementaux. Avant ce projet, une seule école avait été construite au cours des dix dernières années, et de nombreux établissements avaient été endommagés lors d'un séisme en 2002. Le projet de rénovation améliorera la sécurité et le confort des élèves, tout en augmentant l'efficacité énergétique des établissements scolaires de 40 %.



Le projet bénéficie d'un don de 6 millions d'euros issu d'un fonds multidonateurs, le **Partenariat pour la promotion de l'efficacité énergétique et de l'environnement en Europe orientale**.

Le soutien de la communauté internationale est essentiel pour ce projet. Il bénéficie d'un don de 6 millions d'euros issu d'un fonds multidonateurs, le **Partenariat pour la promotion de l'efficacité énergétique et de l'environnement en Europe orientale** (E5P), et de 210 000 euros de dons d'assistance technique du Compte slovaque pour la croissance inclusive et du **Compte espagnol pour la cohésion sociale**, créé par l'Espagne pour financer l'assistance technique de projets de la CEB. Ces dons viennent en complément d'un prêt de 14 millions d'euros de la CEB et aident les autorités géorgiennes à financer le projet et à le mettre en œuvre conformément aux meilleures pratiques.

Lecture complémentaire

- Lire le Rapport Donateurs 2022 sur : [LIEN]
- Pour en savoir plus sur les Donateurs de la CEB, voir <https://coebank.org/fr/partnering-with-donors/trust-funds-and-projects/>

La CEB en 2022

Activités financières

L'agression russe en Ukraine en février 2022 ainsi que la flambée de l'inflation en Europe ont contribué à générer un environnement opérationnel incertain et volatile dans les marchés financiers internationaux en 2022. La CEB a toutefois été en mesure d'assurer le financement nécessaire à ses activités, y compris pour les projets liés à l'Ukraine, tout en honorant ses échéances de remboursement de dettes et en maintenant ses liquidités.



© Shutterstock

Portefeuilles de trésorerie

Les actifs figurant au bilan de la Banque comprennent quatre Portefeuilles de trésorerie, dont un Portefeuille monétaire et trois Portefeuilles de titres pour ses liquidités à court, moyen et long terme :

- **Le Portefeuille Monétaire est composé de placements à court terme ayant une maturité inférieure ou égale à un an.**

L'objectif stratégique de ce portefeuille est d'assurer la gestion quotidienne des flux de trésorerie dans toutes les devises concernées.

Les placements à court terme dont la maturité est inférieure ou égale à trois mois doivent avoir pour note minimale BBB+ au moment de l'achat. Les placements à court terme dont la maturité est comprise entre trois mois et un an doivent être notés au moins A- à la date d'achat.

Au 31 décembre 2022, la valeur totale des placements à court terme de ce portefeuille était de € 4 144 millions.

- **Le Portefeuille de Titres de Liquidités à Court Terme se compose de titres à court terme dont la maturité est inférieure ou égale à un an.**

Ces titres constituent une alternative aux dépôts bancaires et complètent le Portefeuille Monétaire en vue de renforcer la position de liquidité à court terme de la Banque.

La note minimale exigée à la date d'achat est BBB pour les obligations souveraines à court terme dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois, et A- pour les titres dont la maturité est comprise entre trois mois et un an.

Au 31 décembre 2022, la valeur totale des titres à court terme de ce portefeuille s'élevait à € 947 millions.

- **Le Portefeuille de Titres de Liquidités à Moyen Terme se compose de placements en valeurs mobilières dont la maturité est comprise entre 1 et 15 ans.**

L'objectif stratégique de ce portefeuille est de renforcer la position de liquidité de la Banque, tout en dégageant un rendement satisfaisant.

Les Titres à Moyen Terme doivent avoir une notation minimale de A+ à la date d'achat.

Au 31 décembre 2022, la valeur totale des titres de ce portefeuille s'élevait à € 2 000 millions.

- **Le Portefeuille de Titres de Liquidités à Long Terme se compose de placements en valeurs mobilières dont la maturité est comprise entre 1 et 30 ans.**

Les titres de ce portefeuille sont principalement destinés à fournir à la Banque des produits d'intérêt stables. Ils doivent avoir pour note minimale A+ à la date d'achat.

Au 31 décembre 2022, la valeur totale des titres de ce portefeuille s'élevait à € 1 568 millions.

Produits dérivés

Conformément à la Politique Financière et de Gestion des Risques adoptée par le Conseil d'administration de la CEB, la Banque utilise des produits dérivés dans le but de couvrir les risques de marché résultant de ses opérations de prêt, d'investissement et de financement. En tant que destinataire final, la Banque n'emploie ces produits qu'à des fins de couverture.

Au 31 décembre 2022, la ventilation des produits dérivés par type de couverture était de 61 % pour les émissions obligataires, 35 % pour les prêts et 4 % pour les titres détenus par la Banque.

Afin de se prémunir des risques inhérents à ces instruments financiers, la Banque a mis en place une politique de gestion des risques rigoureuse, dont les principes sont présentés dans la Note B des états financiers 2022.

Afin de limiter son risque de crédit, la Banque a signé des contrats de collatéraux avec l'ensemble de ses contreparties de swap. Ainsi, au 31 décembre 2022, la quasi-totalité de l'encours de swap de la CEB était collatéralisée. Le risque de crédit résiduel, évalué par la somme des valeurs de marché positives non couvertes par les collatéraux reçus, est resté marginal.

Financement de l'activité en 2022

Opérations d'emprunt

La CEB a émis des obligations sur les marchés de capitaux internationaux dans le cadre de l'autorisation d'emprunt annuelle fixée par le Conseil d'administration. La Banque a emprunté un montant total de € 6 milliards, soit 92 % de son autorisation d'emprunt d'un montant de € 6,5 milliards pour 2022. Ce montant a été financé par le biais de 21 opérations de financement d'une échéance d'un an ou plus. Il est supérieur de € 500 millions au montant de 2021, la Banque ayant alors emprunté € 5,5 milliards.

Ce montant fait de 2022 une année record, avec le plus grand nombre d'opérations lancées par la CEB sur une même année civile en 20 ans, et le programme de financement le plus important de la Banque à ce jour. Le programme de financement 2022 s'est également distingué par le plus grand volume d'émissions d'Obligation d'inclusion sociale jamais atteint : plus de € 2 milliards, soit 34 % du total des émissions.

Le programme de financement 2022 répondait à trois objectifs principaux :

- couvrir les besoins induits par l'activité de prêts,
- permettre à la Banque d'honorer ses échéances de remboursement de dettes ; et
- permettre à la Banque de maintenir ses liquidités au niveau fixé par le Conseil d'administration.

Pour assurer le financement nécessaire à ses activités, la Banque continue de combiner des opérations de référence (*benchmark*) dans les principales devises s'adressant un large panel d'investisseurs institutionnels avec des émissions obligataires dans d'autres devises ou avec une structure spécifique conçue pour répondre à des demandes particulières d'investisseurs.

En 2022, 64,7 % des fonds levés par la Banque étaient libellés en euro (EUR), 15,6 % en dollar US (USD), 13,9 % en livre sterling (GBP), 3,3 % en dollar australien (AUD), 1,7 % en couronne norvégienne (NOK) et 0,8 % en dollar de Hong-Kong (HKD). Ces opérations ont permis à la Banque de diversifier les marchés sur lesquels elle finance ses activités, tout en élargissant sa base d'investisseurs.

Dix opérations ont été effectuées en euros : en janvier, une émission benchmark de EUR 1 milliard à dix ans et trois réouvertures de l'émission benchmark arrivant à échéance en juin 2026 pour un montant de EUR 250 millions, de EUR 50 millions et de EUR 100 millions, respectivement ; en mars, une émission benchmark de EUR 1 milliard sur cinq ans ; en avril, la sixième émission benchmark d'Obligations d'inclusion sociale de la Banque (EUR 1 milliard avec une maturité à sept ans) ; en

“
2022 fut une année record pour la CEB, avec son plus grand nombre d'opérations lancées sur une même année en 20 ans, et son programme de financement le plus important.

septembre, une réouverture (inaugurale) de l'émission benchmark d'Obligation d'inclusion sociale susmentionnée pour EUR 100 millions ; en octobre, la réouverture d'une opération d'un montant de EUR 125 millions arrivant à échéance en mars 2027 et, toujours en octobre, deux réouvertures de EUR 150 millions et de EUR 100 millions respectivement, arrivant à échéance en juin 2026. La CEB a été le premier émetteur à répondre à la crise migratoire déclenchée par la guerre en Ukraine avec des Obligations d'inclusion sociale ciblées, en EUR et en USD.

Une opération a été effectuée en USD dans le cadre de l'autorisation d'emprunt pour 2022 : une émission benchmark d'Obligations d'inclusion sociale en juin, d'un montant de USD 1 milliard sur trois ans, soit la plus importante émission d'Obligations d'inclusion sociale dans cette devise.

Six opérations ont été effectuées en GBP : une émission benchmark de GBP 250 millions sur quatre ans en janvier ; la réouverture en mars d'une opération arrivant à échéance en juillet 2027 pour un montant de GBP 200 millions et quatre réouvertures aux mois de mars, mai, septembre et novembre d'une opération arrivant à échéance en décembre 2025 pour un montant de GBP 50 millions, GBP 50 millions, GBP 75 millions et GBP 80 millions, respectivement.

Ainsi, les marchés de l'euro, du dollar US et de la livre sterling ont été les plus importants en termes de volumes de financement en 2022.

Quatre opérations ont été effectuées dans d'autres devises : une émission benchmark sur cinq ans d'un montant de NOK 1 milliard en janvier, une opération sur cinq ans d'un montant de HKD 400 millions en février et deux opérations en AUD en février et mars : une émission benchmark de AUD 250 millions sur cinq ans et une opération de AUD 55 millions sur 11 ans, respectivement.

Après prise en compte des swaps, le montant total des fonds empruntés a été libellé en euro. La maturité moyenne des émissions lancées dans le cadre de l'autorisation d'emprunt pour 2022 était de 5,7 ans.

En 2022, 61,3 % des émissions du programme d'emprunt avaient des maturités proches de cinq ans ou plus, un pourcentage en hausse par rapport à 2021 (57,8 %). Cette augmentation contribue à assurer le refinancement des emprunts de la Banque sans engendrer de décalage de trésorerie sur les exercices à venir.

Le programme EMTN multidevises a été mis à jour en décembre 2020 pour adapter le cadre juridique des émissions de la Banque aux évolutions réglementaires des marchés financiers. La dernière mise à jour du programme dollars australien et néo-zélandais MTN (programme domestique australien) date de septembre 2015 alors que le programme ECP (*Euro-Commercial Paper*) de la CEB a également été mis à jour en décembre 2020. Le cadre des Obligations d'inclusion sociale, aligné sur les principes applicables aux obligations sociales définis par l'ICMA a été mis à jour en mars 2022 afin de faire évoluer la gestion des produits des obligations vers une approche de portefeuille.

Le tableau reprend le détail des fonds levés dans leur devise d'origine.



Une émission benchmark d'Obligations d'inclusion sociale en juin, d'un montant de USD 1 milliard sur trois ans, soit la plus importante émission d'Obligations d'inclusion sociale dans cette devise.

Emprunts lancés en 2022

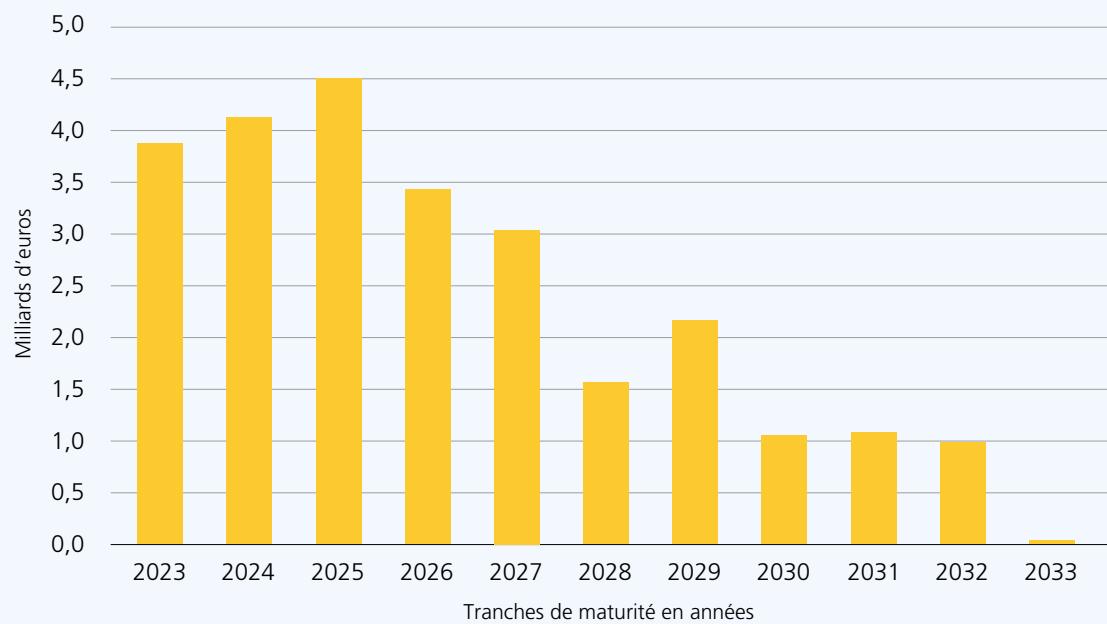
Date de versement	Date de maturité	Devise	Durée (en années)	Montant nominal (en millions)	Chef(s) de file
19/01/2022	19/01/2032	EUR	10	1 000	Barc/BNPP/Citi/DB
24/01/2022	08/06/2026	EUR	4	250	HSBC
25/01/2022	15/09/2026	GBP	4	250	BoA/RBC/TD
25/01/2022	25/01/2027	NOK	5	1 000	Swedbank
31/01/2022	08/06/2026	EUR	4	50	DB
01/02/2022	08/06/2026	EUR	4	100	Commerz
21/02/2022	21/02/2027	HKD	5	400	HSBC
25/02/2022	25/02/2027	AUD	5	250	ANZ/JPM/TD
03/03/2022	22/07/2027	GBP	5	200	HSBC/NatWest
10/03/2022	10/03/2027	EUR	5	1 000	CACIB/GS/HSBC/TD
18/03/2022	15/12/2025	GBP	3	50	NatWest
01/04/2022	01/04/2033	AUD	11	55	TD
13/04/2022	13/04/2029	EUR	7	1 000	BoA/CACIB/ING/Nomura
19/05/2022	15/12/2025	GBP	3	50	TD
16/06/2022	16/06/2025	USD	3	1 000	DZ/MS/NatWest/RBC
23/09/2022	15/12/2025	GBP	3	75	DB
28/09/2022	13/04/2029	EUR	7	100	TD
11/10/2022	10/03/2027	EUR	5	125	MS
17/10/2022	08/06/2026	EUR	4	150	HSBC
20/10/2022	08/06/2026	EUR	4	100	MS
15/11/2022	15/12/2025	GBP	3	80	NatWest

Une position d'endettement en hausse

Au 31 décembre 2022, l'encours total de la dette représenté par les titres, hors intérêts exigibles, s'élevait à € 25,9 milliards, contre € 24,2 milliards en fin d'année précédente.

En 2022, la Banque n'a pas procédé au rachat de sa dette à long terme ni effectué de remboursement anticipé. La ventilation de la dette en fonction de l'échéance est illustrée dans le graphique ci-dessous.

Encours de la dette par maturité au 31 décembre 2022



Lectures complémentaires

Pour plus d'informations sur les activités financières de la CEB, voir la version complète du Rapport financier 2022.

Les Rapports financiers des exercices précédents, sont archivés par année sur :
coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/

Pour les rapports annuels de la CEB sur les obligations d'inclusion sociale et d'autres informations financières, voir coebank.org/fr/investor-relations.

Gouvernance et Ressources humaines

La CEB a été créée en 1956 par huit des 15 États membres qui comptaient alors le Conseil de l'Europe. Dans l'exécution de sa mission en tant que banque de développement multilatérale, la CEB défend les valeurs et les principes du Conseil de l'Europe, tout en étant une entité juridique distincte et financièrement indépendante. La section suivante décrit le fonctionnement de la CEB, notamment sa structure de gouvernance, sa gestion et ses ressources humaines, et présente les points forts de sa réunion annuelle.



© CEB

Gouvernance

Structure de gouvernance et Management

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe est une banque multilatérale de développement dont la gouvernance est assurée par les quatre organes suivants :

- Conseil de direction
- Conseil d'administration
- Gouverneur
- Comité de surveillance

Le Conseil de direction et le Conseil d'administration se réunissent tous les ans lors de la **Réunion Commune** au cours de laquelle ils discutent et arrêtent les priorités stratégiques et politiques. En règle générale, la Réunion Commune est organisée dans un pays membre de la CEB ; en 2022, elle s'est tenue en Irlande (voir page 41).

Conseil de direction

Le Conseil de direction se compose d'un président et d'un représentant de chacun des 42 États membres. Il définit l'orientation générale des activités de la CEB, fixe les conditions d'adhésion des États, décide des augmentations de capital et approuve le rapport annuel, les comptes et le bilan général de la Banque. Il élit son propre président ainsi que le président du Conseil d'administration et nomme le Gouverneur et les membres du Comité de surveillance.

Présidente : **Marinela Petrova**, Bulgarie

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se compose d'un président et d'un représentant de chaque État membre. Il exerce les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil de direction, notamment en matière d'élaboration et de supervision des politiques opérationnelles et d'approbation des projets d'investissement soumis par les gouvernements des États membres de la Banque. Il vote également le budget de fonctionnement de la Banque.

Présidente : **Miglė Tuskiénė**, Lituanie

Gouverneur

Le Gouverneur est le représentant légal de la Banque ; il dirige ses opérations et est responsable de son personnel (sous la supervision générale du Conseil d'administration). Le Gouverneur dirige la politique financière de la Banque, conformément aux directives du Conseil d'administration, et représente la Banque dans toutes ses transactions. Il examine les aspects techniques et financiers des demandes de financement soumises à la Banque avant de les transmettre au Conseil d'administration.

Gouverneur : **Carlo Monticelli**, Italie

Le Gouverneur est assisté de trois Vice-Gouverneurs : **Tomáš Boček**, République tchèque ; **Sandrine Gaudin**, France ; **Johannes M. Böhmer**, Allemagne.

Comité de surveillance

Le Comité de surveillance se compose de trois membres nommés par le Conseil de direction, ainsi que d'un conseiller spécial. Il vérifie l'exactitude des comptes annuels après leur examen par un auditeur externe.

Nata Lasmane, Lettonie ; **Lucia Kašiarová**, République slovaque ; **Barbora Janíčková**, République tchèque ; **Jacek Dominik**, Pologne (conseiller spécial).

Le secrétariat des organes de direction, d'administration et de contrôle de la CEB est assuré par le Secrétariat de l'Accord Partiel sur la Banque de Développement du Conseil de l'Europe.

Chef du Secrétariat de l'Accord Partiel :
Christiane Schimeck

Secrétaire exécutif des organes : **Sixto Molina**

Organigramme

En vigueur le 20 février 2023



Toutes les photos © Sylvie Dupic / CEB

Réunion Commune annuelle de la CEB 2022, Dublin, Irlande

Soutien à la future adhésion de l'Ukraine

Le Conseil de direction et le Conseil d'administration de la CEB ont tenu leur Réunion Commune annuelle le 8 juillet 2022 à Dublin, en Irlande. Tenue pour la première fois dans ce pays, membre de la CEB depuis 2004, et sous une forme hybride, la 55^{ème} Réunion Commune a été ouverte par le ministre irlandais des Finances et Président de l'Eurogroupe, Paschal Donohoe, qui a fait observer que la réunion serait également la première d'une série d'événements de haut niveau organisés par l'Irlande dans le cadre de sa présidence tournante du Conseil de l'Europe.

Ont participé à la Réunion annuelle la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe Marija Pejčinović Burić, la Présidente du Conseil de direction de la CEB Marinela Petrova, la Présidente du Conseil d'administration de la CEB Miglė Tuskiénė, et le Gouverneur de la CEB Carlo Monticelli.

Le ministre ukrainien du Développement des communautés et des territoires, Oleksiy Chernyshov, s'est adressé à la Réunion Commune par liaison vidéo.

Déjà membre du Conseil de l'Europe, l'Ukraine a officiellement demandé à devenir membre de la CEB au début du mois de juin. Les intervenants de haut niveau à la Réunion Commune ont unanimement salué l'intention de

l'Ukraine de rejoindre la CEB, et noté que le processus était bien avancé.

Le ministre Donohoe a salué le soutien continu de la CEB à l'Irlande dans plusieurs domaines importants, notamment celui du logement, par le biais de l'Agence de financement du logement, et celui de l'aide au secteur associatif par la Social Finance Foundation. Il a salué la réponse immédiate de la Banque à la guerre en Ukraine et le soutien qu'elle a apporté aux pays accueillant des réfugiés. Le ministre Donohoe s'est engagé, au nom du gouvernement irlandais, à verser 1 million d'euros, ouvrant la voie d'un nouveau Fonds solidarité Ukraine au sein de la CEB (voir page 38).

Le ministre ukrainien Oleksiy Chernyshov a souligné que l'adhésion de l'Ukraine à la CEB contribuera à promouvoir la modernisation de la politique de logement et des nouveaux programmes d'infrastructures de l'État, et à attirer des investissements étrangers pour "garantir un logement adéquat aux Ukrainiens qui souffrent de la guerre."

Le Gouverneur Monticelli a salué "le geste de solidarité des États membres de la CEB envers l'Ukraine" qui permettra une adhésion rapide du pays à la CEB et une réponse de la Banque "aux besoins du pays en matière de développement social et de reconstruction".



De gauche :
Paschal Donohoe,
Carlo Monticelli
et Marija Pejčinović
Burić.



Nomination de nouveaux Vice-Gouverneurs

Deux nouvelles nominations de haut niveau ont été annoncées lors de la Réunion Commune : **Sandrine Gaudin**, de nationalité française, qui a fait une carrière exceptionnelle dans l'administration publique, a été nommée aux fonctions de Vice-Gouverneure pour la Stratégie Financière ; et **Johannes Böhmer**, de nationalité allemande, qui a rejoint la CEB il y a près de 12 ans après une carrière réussie dans



le secteur privé, a été nommé aux fonctions de Vice-Gouverneur pour la Stratégie de Développement Social.

Pour plus d'informations sur la Réunion Commune 2022 de la CEB et sur les prêts approuvés, voir :

<https://coebank.org/fr/news-and-publications/news/council-of-europe-development-banks-governing-bodies-discuss-conditions-for-ukraine-membership/>

Conformité aux bonnes pratiques et aux normes les plus strictes

Le **Bureau de la Directrice du Contrôle de la Conformité (BDCC)** supervise et garantit la conformité de la CEB aux normes réglementaires et aux bonnes pratiques, préserve la Banque contre les risques de violation et d'irrégularité dans ses opérations, financières ou non, et gère le risque d'atteinte à la réputation de la Banque. Le BDCC veille à l'intégration de la prévention du blanchiment de capitaux, du financement du terrorisme, de la fraude fiscale et de la corruption à toutes les phases du cycle des projets de la Banque. Il s'attache à promouvoir l'application de normes exigeantes d'intégrité et d'éthique des affaires, de protection des données à caractère personnel et de sécurité de l'information.

En 2022, la CEB a achevé un vaste programme de modernisation et d'alignement de ses codes, chartes et politiques sur les bonnes pratiques internationales, et plus particulièrement sur les normes européennes. En effet, en ayant réussi "l'évaluation des piliers" mise en place par la Commission européenne en janvier 2022, la CEB a réaffirmé sa capacité à gérer des fonds de l'UE. Le BDCC a grandement contribué à ce résultat positif pour la CEB, ayant reçu le mandat de diriger trois piliers : le Pilier 7 relatif

aux exclusions à l'accès au financement, le Pilier 8 sur la publication de données sur les bénéficiaires des fonds, et le Pilier 9 sur la protection des données à caractère personnel, en sus du Pilier 6a et b sur les questions d'ordre fiscal. Forte de cet accomplissement, la CEB a signé un accord de garantie InvestEU avec la Commission Européenne qui l'aidera à débloquer d'importants investissements sociaux (voir page 28).

Concernant la Protection des données à caractère personnel, le BDCC a mené une réforme réglementaire majeure, approuvée par le Conseil d'administration de la CEB, ainsi qu'un changement de gouvernance à la suite de ce nouveau Règlement relatif à la Protection des données à caractère personnel : le rôle et la responsabilité du Délégué à la protection des données sont au sein du BDCC ; les missions et pouvoirs du Commissaire à la protection des données ont été confiés à un Commissaire indépendant.

Le BDCC a contribué à l'exercice d'élaboration du Cadre Stratégique 2023-2027, en soulignant l'engagement infaillible de la CEB à faire respecter le principe d'intégrité

des affaires dans le cadre de tous ses projets et activités à venir. Il a également poursuivi sa coopération avec les initiatives MONEYVAL (lutte contre le blanchiment de capitaux) et GRECO (lutte contre la corruption) du Conseil de l'Europe, ainsi qu'avec les organes de notation intergouvernementaux et les BMD de premier plan.

En 2022, le BDCC a continué d'améliorer la fonction de conformité de la Banque afin de refléter les nouvelles évolutions et de préserver la transparence et la redevabilité de la CEB. L'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance à son fonctionnement comme "deuxième ligne de défense" et pour traiter les réclamations répond à la vision et à la stratégie de la CEB en tant que banque de développement social de premier rang.

Les contrôles d'intégrité préalables menés par le BDCC sur les projets de prêts de la CEB, notamment ceux financés par des comptes et fonds fiduciaires, et sur les missions dédiées à la conformité, garantissent que la CEB respecte les normes d'intégrité les plus strictes et qu'elle préserve sa réputation irréprochable. Concernant son rôle préventif dans les passations de marchés internes, le BDCC a continué de valider le choix de la procédure et d'examiner les demandes d'extension ou de dérogation.

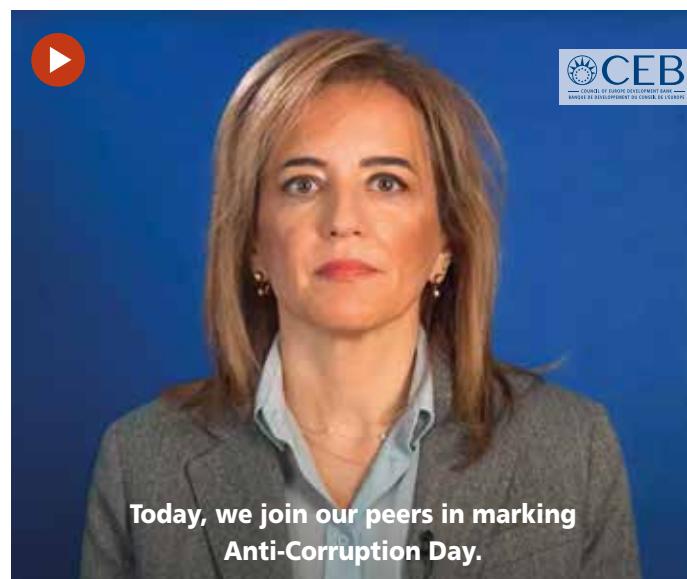
Il est important de citer les activités de formation et de sensibilisation menées par le BDCC en 2022. Elles ont notamment consisté en des sessions obligatoires d'introduction à la conformité pour les nouvelles recrues, des réunions pour les agents de liaison chargés de la conformité, et des campagnes dédiées à la sensibilisation du personnel, notamment pour marquer la Semaine internationale de sensibilisation à la fraude, et pour apprendre à détecter, prévenir et signaler les pratiques illicites. Comme chaque année, la CEB s'est jointe à ses homologues pour célébrer la Journée internationale de lutte contre la corruption le 9 décembre 2022. À cette occasion, la Directrice du Contrôle de la Conformité a rappelé la tolérance zéro de la Banque à l'égard de la corruption dans une publication postée sur LinkedIn et YouTube. Les campagnes de sensibilisation du BDCC ont été promues sur son site Intranet pour soutenir sa fonction de conformité.

Dans le cadre de son mandat de protection des systèmes d'information, le BDCC a travaillé sur la sélection et la mise en œuvre de nouvelles solutions de sécurité, et vérifié la conformité du programme de sécurité Swift "Customer Security Program" ainsi que les contrôles de sécurité, la résilience informatique et les activités opérationnelles courantes du responsable de la sécurité

des systèmes d'information. Au cours du quatrième trimestre 2022 un tableau de bord de sécurité technique a été mis en place ; il comprend des indicateurs dans trois domaines principaux : aperçu de l'environnement des risques, vulnérabilités, et sensibilisation des utilisateurs. Le Bureau a également progressé dans la gestion des vulnérabilités, les contrôles de sécurité et les analyses d'impact relatives à la protection des données des principaux systèmes opérationnels de la CEB. Le BDCC a étroitement participé à la gestion des alertes de cybersécurité, afin d'identifier la source des infections, de lever les éventuelles menaces et de permettre aux utilisateurs de poursuivre leur travail sans risque.

Si les cyberattaques ont pu entraver l'activité normale des utilisateurs, l'équipe de gestion de crise a limité toute perturbation ou dommage potentiel aux fonctions essentielles de la CEB. En ce qui concerne la formation à la sécurité de l'information, des sessions de sensibilisation réservées aux utilisateurs de Swift ont été organisées, et des campagnes d'hameçonnage test ont été menées pour aider le personnel à acquérir les bons réflexes face aux cybermenaces.

“ Comme chaque année, la CEB s'est jointe à ses homologues pour célébrer la Journée internationale de lutte contre la corruption le 9 décembre 2022. À cette occasion, le Directeur du Contrôle de la Conformité a rappelé la tolérance zéro de la Banque face à la corruption.



La CEB soutient la Journée internationale de lutte contre la corruption, 9 décembre 2022 : regarder la vidéo de la Directrice du Contrôle de la Conformité, Katherine Delikoura : <http://www.youtube.com/watch?v=6sJ-ZcTjg74>.

Audit Interne

Le **Bureau de l’Audit Interne** est une fonction permanente du système de contrôle interne de la Banque de Développement du Conseil de l’Europe (CEB). Il fournit au Gouverneur des services de contrôle et de conseil indépendants et objectifs, destinés à améliorer les opérations de la CEB.

En tant que “troisième ligne de défense”, l’Audit Interne aide la CEB à accomplir ses objectifs en adoptant une approche systématique afin d’évaluer la qualité et l’efficacité des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance. L’Audit Interne vérifie si les opérations de la CEB sont effectuées en conformité avec les politiques et procédures en place, évalue les risques associés,

et formule des recommandations pour d’éventuelles améliorations et gains d’efficacité. L’Audit Interne doit rester impartial et objectif, et ne prend donc part ni aux activités opérationnelles de la CEB, ni à la gestion courante des risques, ni aux processus de contrôle liés à l’activité.

Les missions d’audit sont menées selon un programme de travail annuel résultant d’un plan quadriennal basé sur les risques. La Charte de l’Audit Interne, révisée en octobre 2021, définit l’objectif et le statut de la fonction d’Audit Interne. L’Audit Interne adhère à l’ensemble des éléments obligatoires du Cadre de référence international des pratiques professionnelles de l’*Institute of Internal Auditors* (voir www.theiia.org).

Évaluation indépendante permettant à la CEB d’apprendre et d’améliorer sa performance

La CEB s’attache constamment à évaluer et améliorer la performance de ses activités de financement en vue d’obtenir des résultats en matière de développement social. Le **Bureau de l’Évaluation (EVO)** contribue à l’apprentissage et à la redevabilité de la CEB en réalisant des évaluations indépendantes des opérations, initiatives et instruments de la Banque, ce qui permet d’améliorer la qualité et l’efficacité des activités de financement de la CEB pour soutenir le développement social. Le Bureau de l’Évaluation communique les conclusions de ses évaluations aux parties prenantes internes et externes, et assure le suivi de ses recommandations avec l’équipe de direction de la Banque.

Dans le cadre de son programme de travail 2022, l’EVO a procédé à l’évaluation de l’engagement de la CEB auprès des banques nationales de développement (ou de promotion économique). La pertinence et la valeur ajoutée de ces évaluations proviennent des partenariats que la CEB entretient de longue date avec ces institutions, à travers lesquelles plus de 20 % du volume total des prêts de la CEB ont transité ces dix dernières années. L’exercice d’évaluation s’est plus particulièrement concentré sur les opérations de la CEB avec trois emprunteurs : la Banque croate pour la reconstruction et le développement (HBOR), la Banque de développement bulgare (BDB) et l’Instituto de Crédito Oficial (ICO) en Espagne. Achevées en 2022, les évaluations concernant HBOR et BDB ont porté sur les résultats en matière sociale et environnementale obtenus depuis ces dix dernières années à travers le soutien

apporté par la CEB aux TPE-PME, au développement des zones urbaines et rurales et à l’efficacité énergétique des immeubles résidentiels. Les conclusions des évaluations ont souligné la pertinence des banques nationales de développement en tant que partenaires naturels de la CEB pour un engagement futur sur des projets visant à réduire les disparités régionales et à relever les multiples défis sociaux, économiques et environnementaux. Les conclusions ont permis à la CEB d’identifier des moyens d’améliorer l’efficacité des systèmes de rendu de comptes appliqués aux résultats de développement social, et d’envisager d’autres domaines de coopération plus étroite avec les banques nationales de développement, dont l’importance s’est accrue en raison des crises socioéconomiques, sanitaires et environnementales en cours.

L’EVO a également procédé à un examen de la Facilité de financement du secteur public, instrument de prêt de la CEB qui a gagné en importance, notamment pour soutenir les efforts des États membres pendant la pandémie de COVID-19. Cet examen fournira à la Banque des perspectives et recommandations sur l’utilisation de cet instrument afin d’améliorer l’efficacité de son soutien et de ses rapports sur les réalisations ciblées en matière de développement social. L’évaluation sera achevée à l’issue d’un processus consultatif avec les directions opérationnelles de la CEB au cours du premier semestre 2023.

Durabilité

La "durabilité" désigne la manière dont la CEB s'acquitte de son mandat social de sorte à produire un impact positif pérenne sur les personnes, notamment les plus vulnérables, la société et la planète. À cette fin, la Banque adopte une approche transversale de la durabilité, qui est intégrée à l'ensemble de ses opérations, de son cœur d'activité à son fonctionnement interne. Cette approche comprend quatre piliers : 1. la conformité aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au niveau de l'organisation ; 2. la mise en place de mesures de prévention des risques environnementaux et sociaux à celui des projets ; 3. la lutte contre le changement climatique sous l'angle des personnes ; et 4. la contribution au Programme de développement durable de l'ONU à l'horizon 2030, notamment aux dix principaux ODD qui sont étroitement alignés sur le mandat social de la CEB.

Pour mettre en œuvre cette approche de la durabilité et l'intégrer pleinement à ses activités de financement comme à son fonctionnement interne, la Banque s'appuie sur un cadre opérationnel complet, comprenant : (i) un réseau interne de correspondants ESG, où sont représentés toutes les directions et bureaux de la CEB pour aborder les questions liées à la durabilité à l'échelle de la Banque ; (ii) une Unité Durabilité Environnementale et Sociale-Changement climatique, qui examine, évalue et surveille les risques et les impacts sociaux et environnementaux de tous les projets financés par la CEB, tout au long de leur cycle de vie, ainsi que les actions prises par les clients de la Banque pour gérer les risques et traiter leurs impacts ; (iii) un Comité de pilotage inter-directions pour coordonner la mise en œuvre du cadre d'alignement sur l'Accord de Paris de la CEB et de la feuille de route correspondante.

Les résultats positifs obtenus en 2022, et tout au long du Plan de développement 2020-2022, qui ont abouti à un accord historique pour augmenter la base de capital de la Banque, témoignent des efforts déployés par la CEB afin d'aider ses États membres à faire face aux crises successives, tout en menant ses activités selon les normes d'intégrité et de conformité les plus rigoureuses.

Au niveau de l'organisation, la CEB a confirmé la solidité de sa gestion des risques et de ses performances ESG, reflétée par les notes des principales agences de notation dans ce domaine. En 2022, la CEB a été classée "Prime" par ISS ESG, "Leader" par MSCI ESG, "Negligible ESG Risk" par Sustainalytics et "Advanced" par Moody's ESG Solutions.

En outre, le succès de la CEB à la nouvelle évaluation élargie des piliers de l'UE en janvier 2022 (voir page 51) et la signature d'un nouvel accord de garantie InvestEU avec la Commission européenne bénéficieront à des projets à forte valeur ajoutée sur le plan social (voir page 32).

Transparence et responsabilité sont essentielles à la durabilité des organisations, et la CEB a jeté les bases en 2022 pour élargir son cadre de reporting sur la durabilité en 2023 : davantage d'informations sur la manière dont la CEB contribue à faire avancer la question de la durabilité dans son prochain Rapport sur la durabilité et le Rapport GRI (*Global Reporting Initiative*) qui l'accompagne, complétés par un nouveau rapport TCFD (*Task Force on Climate-related Financial Disclosures* - groupe de travail sur la publication d'informations financières relatives au climat), et le Rapport d'intégrité et de conformité, à paraître en 2023.

Lectures complémentaires

- Lire le Rapport sur la durabilité 2022 et le Rapport Global Reporting Initiative (GRI)
- Les Rapports sur la durabilité des exercices précédents, filtrés par année, sont archivés ici : coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/
- Pour en savoir plus sur la CEB et les critères ESG, voir coebank.org/fr/about/sustainability/



Ressources humaines

L'année 2022 en bref



211

agents réguliers,
11 agents temporaires
à Paris, cinq à Ankara



33

nationalités
représentées parmi
les agents



54 %

femmes

46 %

hommes

Ancienneté moyenne :
11,5 ans



Personnel résilient, souple
et productif face à la
nécessité de répondre aux
besoins urgents des États
membres venant en aide
aux réfugiés ukrainiens et
aux difficultés persistantes
liées à la pandémie de
COVID-19.

Personnel

En 2022, 14 % de l'effectif total occupait un poste de direction, 57 % un poste de cadre et 29 % un poste de soutien ou technique. Les femmes représentaient 23 % des postes de direction, 53 % des postes de cadre et 72 % des postes de soutien ou technique.

Recrutement : améliorer la parité

La Banque s'efforce d'instaurer un environnement de travail et une culture équitables et inclusifs en s'attachant à attirer et à sélectionner les recrues dans des viviers divers, tout en adoptant des processus de recrutement permettant de limiter les biais. La CEB surveille quatre indicateurs principaux en matière de diversité du personnel recruté : genre, nationalité, âge et parcours professionnel.

En 2022, 18 nominations ont été effectuées, dont 14 recrues externes et quatre internes. Au total, les hommes ont représenté 64 % de l'ensemble des nominations, contre 36 % pour les femmes. Deux femmes ont été recrutées à des postes de direction. La Banque poursuit son objectif de parité dans les postes de direction (postes de niveau A4 et au-delà), avec 34 % de femmes à ces postes en 2022.

Concernant les postes de soutien, les trois nouvelles recrues étaient des hommes, ce qui constitue un progrès vers l'objectif d'augmenter la représentation masculine parmi le personnel de soutien.

Concernant le personnel recruté en interne, les deux nominations aux postes de direction sont le résultat d'une vacance de poste annoncée en externe, tandis que les deux nominations aux postes de cadre sont venues pourvoir une vacance interne.

Les 18 nominations réalisées en 2022 ont représenté neuf nationalités différentes, avec notamment, pour la première fois depuis longtemps, un nouveau membre du personnel provenant de Géorgie.

Le personnel occupant un poste de cadre est le groupe le plus diversifié, avec 30 pays membres représentés en 2022. La CEB a mené des activités de promotion pour recruter des ressortissants des États membres les moins (ou non) représentés. Outre les moyens traditionnels de diffusion des campagnes de recrutement sur le site Internet de la CEB et les portails internationaux d'offres d'emploi, la Banque effectue des recherches ciblées de candidats sur LinkedIn et auprès de prestataires de services externes pour certains recrutements.

La moyenne d'âge des agents recrutés en externe en 2022 était de 42 ans, ce qui, avec les prochains départs à la retraite, pourrait contribuer à abaisser l'âge moyen du personnel, actuellement de 49 ans, et à obtenir une répartition plus homogène, le personnel expérimenté pouvant accompagner les plus jeunes.

Ces cinq dernières années, 43 % du personnel recruté en externe était issu d'institutions financières internationales (IFI) homologues, 43 % du secteur privé et 14 % du secteur public.

Diversité et inclusion

La Banque encourage la diversité et l'inclusion et s'engage pour la **parité femmes-hommes** au travail, et notamment pour le principe "à travail égal, salaire égal". Les membres du personnel ont droit à une égalité de traitement sans subir de discrimination directe ou indirecte fondée sur le genre, l'âge, l'origine ethnique, le handicap, la religion ou les convictions, l'orientation ou l'identité sexuelle.

La Banque a atteint le premier niveau de la certification EDGE pour l'égalité femmes-hommes (niveau "Assess", voir <http://www.edge-cert.org>) et met en œuvre un plan d'action pour renforcer davantage la parité, en consultation avec son groupe de travail sur la diversité de genre, qui comprend des représentants de tous les grades, fonctions et directions.

Les principes d'égalité femmes-hommes et de diversité sont par ailleurs intégrés aux politiques, règlements, directives et processus internes de la CEB. En application des directives de gestion des performances, les évaluateurs sont encouragés à promouvoir un environnement qui valorise et récompense de manière égale les contributions des femmes et des hommes.

La CEB a continué à envoyer des délégués aux manifestations organisées par le Women's Forum for the Economy & Society. Cette année, 13 agents (toutes des femmes, huit de niveau cadre et cinq de niveau soutien) ont participé à la 17^{ème} réunion annuelle mondiale du Women's Forum.

En 2022, la participation globale aux **formations** était de 77 %. Le taux de participation des femmes (57 %) était supérieur à celui des hommes (43 %), ce qui correspond à la répartition globale des genres. Indépendamment du grade et du genre, la plupart des agents ont suivi des formations aux compétences fondamentales ainsi que des formations linguistiques. Dans le cadre de la formation de la CEB aux compétences fondamentales, plusieurs ateliers sur les thèmes de la diversité et de l'inclusion ont été organisés avec des intervenants externes. Ils ont attiré 62 % du personnel, ce qui témoigne du fort engagement des agents sur ces sujets.

Bien-être du personnel

En partenariat avec son prestataire d'assurance maladie, la CEB a collecté les résultats de l'enquête sur **la santé et la qualité de vie au travail** menée fin 2021. Cette enquête portait sur quatre aspects principaux : la santé, l'engagement des collaborateurs au travail, la qualité de vie au travail, et les vulnérabilités. Environ 66 % du personnel y a répondu. Les résultats ont révélé un taux d'engagement du personnel très élevé (90 %) et un taux de satisfaction concernant la santé générale très positif (83 %). Environ 73 % des répondants se sont dits satisfaits de leur équilibre vie privée/vie professionnelle. À partir de ces résultats, la CEB a mis en œuvre des plans d'action et organisé des webinaires sur des sujets comme l'équilibre vie privée/vie professionnelle pour les agents ayant des enfants ou des personnes à charge, la charge mentale et les avantages de la micro-sieste. Environ 38 % du personnel a participé à ces webinaires (51 % de femmes et 49 % d'hommes).

L'**Association sportive** de la Banque a continué ses activités permettant à ses membres de se maintenir en forme et de renforcer le sentiment d'appartenance à l'institution à travers différents cours de sport, un club de randonnée et la chorale de la CEB.

Dans une optique de **santé préventive**, la Banque a organisé une campagne de vaccination pour son personnel et créé une application en ligne afin de promouvoir l'activité physique en plein air avec 90 participants volontaires. Les mécanismes de soutien permanent comprennent des consultations médicales en ligne et le Médiateur de la CEB.

La CEB continuera de diversifier ses effectifs, d'offrir des opportunités de formation et de développement professionnel et de soutenir tous les membres du personnel, tant dans leur intérêt que dans celui de la bonne performance de la Banque en tant que banque de développement social de l'Europe.

Pour en savoir plus sur les possibilités d'emploi à la CEB, voir coebank.org/fr/job-section/

Prix annuel de la CEB pour la cohésion sociale

Lancé en 2020 dans le cadre de la mission de développement social de la Banque, le Prix de la CEB pour la cohésion sociale est un concours annuel qui promeut des initiatives civiques et culturelles traitant de questions sociales dans l'un des 42 États membres de la Banque.



Ieva Šlechtaivičiūtė et Aistė Ulubey, fondatrice de Artscape, l'agence d'art lituanienne, lors de la cérémonie de remise des prix CEB 2022 à Dublin, juillet 2022.

Artscape, une agence de création lituanienne, a remporté l'édition 2022. Lors d'une cérémonie de remise de prix organisée en marge de la Réunion Commune annuelle de la CEB à Dublin, Artscape a reçu un prix de 25 000 euros pour avoir "contribué de manière significative à la cohésion sociale" de façon innovante et efficace à travers ses projets de Missions créatives. Plus de 140 projets issus de 21 pays ont été reçus pour cette édition, et le gagnant a été retenu parmi 64 candidatures et six projets présélectionnés.

Artscape œuvre de manière proactive en envoyant ses artistes-éducateurs visiter des centres de réfugiés. Son initiative de Missions créatives, en partie financée par le HCR et le Conseil lituanien de la culture, vise à redonner de l'élan aux réfugiés fuyant la guerre en Ukraine. "Nous avons lancé les Missions créatives afin de créer des



L'art est un puissant vecteur d'intégration et le projet d'Artscape l'a brillamment prouvé.

espaces sûrs pour les enfants, les femmes et les hommes qui ont été, de fait, enfermés dans des centres de migration dans toute la Lituanie", explique Aistė Ulubey, fondateur et PDG. "En nous rendant régulièrement dans les centres, nous voulions faire preuve de solidarité et dire : Vous n'êtes pas seuls. Le travail extraordinaire réalisé par les éducateurs et les bénévoles d'Artscape est un exemple d'humanité, d'empathie et d'engagement. Ce prix met également en lumière le travail remarquable réalisé par de nombreuses ONG en Lituanie."

"L'art est un puissant vecteur d'intégration et le projet d'Artscape l'a brillamment prouvé", a déclaré Claudia Luciani, Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance au Conseil de l'Europe et Présidente du Jury, qui incluait également Guillaume Capelle, fondateur de SINGA et CALM ; Ornella D'Amico, Adjointe au Secrétaire général Finance en Commun ; Christine Whitehead, Professeur émérite en économie du logement à la London School of Economics ; et Tomáš Boček, Vice-Gouverneur Pays du Groupe Cible de la CEB.

Cinq juges indépendants, issus des domaines du développement social, de l'entrepreneuriat social, du milieu universitaire et de la société civile, sélectionnent le projet gagnant, après évaluation des candidatures éligibles par des experts de la CEB sur la base de leur impact, de leur durabilité et de leur caractère innovant/reproductible. En trois éditions du Prix depuis 2020, la CEB a reçu près de 300 candidatures de projets provenant de 29 pays européens.

Pour plus d'informations, voir award.coebank.org

Données clés

Projets approuvés (par pays en milliers d'euros)

Pays ¹	2022		2021		Total cumulé 2018-2022	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Albanie			75 000	1,80	75 000	0,34
Allemagne	450 000	10,60	240 000	5,78	1 773 200	7,95
Andorre			8 000	0,19	20 000	0,09
Belgique	89 000	2,10	300 000	7,22	689 000	3,09
Bosnie-Herzégovine	4 000	0,09	4 000	0,10	38 635	0,17
Bulgarie	175 000	4,12			175 000	0,78
Chypre			65 500	1,57	105 500	0,47
Croatie			200 000	4,81	650 000	2,91
Espagne	589 000	13,88	429 000	10,32	2 665 000	11,95
Estonie			20 000	0,48	245 000	1,10
Finlande			240 000	5,77	630 300	2,83
France	113 500	2,67	541 000	13,01	1 267 700	5,68
Géorgie					30 000	0,13
Grèce			2 000	0,05	272 000	1,22
Hongrie			152 000	3,66	694 000	3,11
Irlande	20 000	0,47	75 000	1,80	278 700	1,25
Islande			20 000	0,48	20 000	0,09
Italie	730 000	17,20	253 600	6,10	2 555 600	11,46
Kosovo	25 000	0,59	25 000	0,60	87 000	0,39
Lettonie			15 000	0,36	180 000	0,81
Lituanie	313 000	7,38	32 800	0,79	934 800	4,19
Luxembourg			3 000	0,07	3 000	0,01
Macédoine du Nord			16 000	0,38	16 000	0,07
Moldova (République de)					102 000	0,46
Monténégro			30 000	0,72	90 000	0,40
Pays-Bas			200 000	4,81	910 000	4,08
Pologne	650 000	15,32	365 556	8,80	2 072 316	9,29
Portugal			188 700	4,54	333 700	1,50
Roumanie	15 000	0,35	240 300	5,78	646 300	2,90
République slovaque			130 000	3,13	920 000	4,12
République tchèque	410 000	9,66	50 000	1,20	1 245 000	5,58
Saint-Marin					10 000	0,04
Serbie	230 000	5,42	115 000	2,77	1 221 000	5,47
Slovénie			120 000	2,89	170 000	0,76
Suède	80 000	1,89			380 000	1,70
Türkiye	350 000	8,25			800 000	3,59
TOTAL	4 243 500	100,00	4 156 456	100,00	22 305 751	100,00

1. Pays du Groupe Cible : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Estonie, Géorgie, Hongrie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Macédoine du Nord, Malte, Moldova (République de), Monténégro, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovénie et Türkiye.

Prêts décaissés (par pays en milliers d'euros)

Pays ¹	2022		2021		Total cumulé 2018-2022	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Albanie	69 000	1,96		0,00	100 400	0,57
Allemagne	232 300	6,59	249 200	6,19	1 121 940	6,37
Andorre	4 000	0,11	3 600	0,09	16 000	0,09
Belgique	50 000	1,42	170 000	4,23	535 000	3,04
Bosnie-Herzégovine	8 491	0,24	18 894	0,47	77 273	0,44
Bulgarie				0,00	220 000	1,25
Chypre			7 049	0,18	55 049	0,31
Croatie	69 574	1,97	233 506	5,80	539 838	3,06
Espagne	603 639	17,12	271 464	6,75	1 887 396	10,71
Estonie	50 000	1,42	150 000	3,73	200 000	1,13
Finlande	90 000	2,55	105 300	2,62	508 300	2,88
France	411 425	11,67	337 792	8,40	1 092 869	6,20
Géorgie	17 750	0,50	3 250	0,08	40 015	0,23
Grèce			61 000	1,52	218 500	1,24
Hongrie	93 497	2,65	198 000	4,92	700 711	3,98
Irlande	77 064	2,19	50 000	1,24	332 064	1,88
Islande					5 000	0,03
Italie	221 790	6,29	517 826	12,87	1 541 934	8,75
Kosovo	10 824	0,31	17 216	0,43	45 824	0,26
Lettonie	1 000	0,03	5 400	0,13	19 000	0,11
Lituanie	111 118	3,15	252 920	6,29	651 838	3,70
Luxembourg	300	0,01			300	0,00
Macédoine du Nord	8 000	0,23	8 716	0,22	48 858	0,28
Malte	20 300	0,58	8 700	0,22	29 000	0,16
Moldova (République de)			42 127	1,05	68 476	0,39
Monténégro	12 350	0,35	36 872	0,92	93 142	0,53
Pays-Bas	20 000	0,57	165 083	4,10	1 076 600	6,11
Pologne	746 467	21,17	205 143	5,10	2 137 137	12,13
Portugal	15 500	0,44	25 200	0,63	180 000	1,02
République slovaque	31 000	0,88	60 500	1,50	833 326	4,73
République tchèque	154 281	4,38	155 000	3,85	974 281	5,53
Roumanie	113 522	3,22	42 250	1,05	356 494	2,02
Saint-Marin			3 000	0,07	10 000	0,06
Serbie	158 689	4,50	255 000	6,34	603 439	3,42
Slovénie	45 000	1,28	35 000	0,87	155 000	0,88
Suède	29 036	0,82	198 103	4,92	498 638	2,83
Türkiye	50 000	1,42	130 000	3,23	650 000	3,69
TOTAL	3 525 917	100,00	4 023 111	100,00	17 623 641	100,00

Aperçus

Projets approuvés par contrepartie (en milliers d'euros)

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet
Allemagne	GEWOFAG Wohnen GmbH	<p>Accroissement et modernisation de l'offre de logements sociaux à prix abordable dans la ville de Munich et sa périphérie, en mettant particulièrement l'accent sur la performance énergétique.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les personnes à la recherche d'un logement à Munich, en premier lieu des femmes enceintes, des familles, des parents isolés, des personnes âgées et des personnes présentant un handicap.</p>	150 000	600 000
	NRW. BANK	<p>Financement partiel d'investissements portant sur l'achat, la construction et la modernisation d'hébergements pour les réfugiés. Il soutiendra l'emprunteur dans ses efforts pour atténuer les effets négatifs de la guerre en Ukraine et pour répondre aux besoins à long terme des réfugiés et de leurs communautés d'accueil.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les réfugiés ukrainiens directement touchés par le conflit dans leur pays, ainsi que d'autres réfugiés, quel que soit leur pays d'origine.</p>	200 000	400 000
	Stuttgarter Straßenbahnen AG (SSB)	<p>Soutien au programme d'investissement de l'emprunteur, en mettant l'accent sur la modernisation et la mise à niveau de son matériel roulant de transport, ainsi que sur le renouvellement et l'extension des infrastructures connexes. *</p> <p>Bénéficiaires finaux : les habitants vivant dans la zone couverte par le réseau de la SSB, en particulier ceux appartenant à des groupes vulnérables.</p>	100 000	378 000
Belgique	Institut Jules Bordet	<p>Extension d'un projet approuvé en 2012 pour la reconstruction de l'Institut et l'achat d'équipement médical et non médical dans des domaines tels que la radiothérapie, la médecine nucléaire, l'imagerie médicale, la pharmacie, et la recherche en laboratoire.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les patients belges et européens souffrant du cancer, ainsi que le personnel médical et les autorités publiques.</p>	89 000	398 000
Bosnie-Herzégovine	MI-BOSPO Microcredit Foundation	<p>Financement partiel d'investissements productifs et de besoins en fonds de roulement, ainsi que de prêts au logement destinés à améliorer la qualité de vie de familles à bas revenus en Bosnie-Herzégovine.</p> <p>Bénéficiaires finaux : chefs d'entreprise, en particulier femmes entrepreneures, et personnes à bas revenus.</p>	4 000	8 000
Bulgarie	Bulgarian Development Bank (BDB)	<p>Soutien à la création et au maintien d'emplois, ainsi qu'à la "transition verte" dans le pays, en facilitant l'accès aux ressources financières pour les micros, petites et moyennes entreprises.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les TPE-PME de Bulgarie, qui bénéficieront d'un meilleur accès au financement, et la main-d'œuvre, qui bénéficiera de la création et de la préservation d'emplois.</p>	175 000	435 000
Espagne	Banco Santander	<p>Financement partiel de projets d'investissement dans les énergies renouvelables et potentiellement 16 sous-projets, dont 14 dans le photovoltaïque et 2 dans l'éolien.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les habitants du pays.</p>	200 000	400 000
	Ville de Barcelone (Barcelone)	<p>Soutien à la ville de Barcelone en vue de réaliser son Plan d'Action 2022-2024 et à devenir une ville résiliente favorisant le développement durable. Financement partiel des investissements inclus dans les lignes stratégiques de Barcelone : Droits sociaux, Urgence climatique et Urbanisme, tels que les abris sociaux, la mobilité durable et les infrastructures municipales. *</p> <p>Bénéficiaires finaux : les 1,6 million de résidents de Barcelone, dont plus de 348 000 résidents nés à l'étranger. En outre, les plus de 9 millions de touristes qui visitent la ville chaque année bénéficieront également d'une infrastructure publique améliorée et d'un environnement plus propre.</p>	70 000	140 000
	Comunidad Autónoma de Andalucía (Andalousie)	<p>Soutien aux autorités régionales andalouses dans leurs efforts pour dispenser des services sociaux de qualité aux personnes âgées et aux personnes présentant un handicap. *</p> <p>Bénéficiaires finaux : les habitants de l'Andalousie, en particulier les personnes âgées, les personnes présentant un handicap et leurs familles.</p>	200 000	400 000

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet
Espagne	Fundació Pere Tarrés (FPT)	<p>Financement partiel des coûts liés à la construction et l'équipement d'un nouveau bâtiment pour regrouper l'enseignement supérieur (faculté), les activités de formation des travailleurs sociaux ainsi que le siège de la Fondation. Le nouveau bâtiment abritera également certaines nouvelles initiatives de la FPT, telles que l'Observatoire de l'innovation sociale et le Laboratoire d'action sociale, afin de développer et de partager les connaissances et les meilleures pratiques dans le domaine du travail social et éducatif. Le nouveau bâtiment disposera d'espaces verts qui permettront des activités en plein air et intégrera une technologie d'efficacité énergétique.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les étudiants, le personnel enseignant, les formateurs et les participants aux formations ainsi que les habitants de La Marina del Prat Vermell, le quartier où sera construit le nouveau bâtiment.</p>	19 000	38 000
	Institut Català de Finances	<p>Soutien à la région de Catalogne dans ses efforts pour accroître l'offre de logements sociaux dans la région. Ce prêt servira à financer partiellement l'acquisition et la construction de logements destinés au marché locatif social.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les habitants de la région de Catalogne qui n'ont pas les moyens de louer un logement au prix du marché et sont inscrits sur le Registre public de demandeurs de logements sociaux de Catalogne. L'offre accrue de logements locatifs à prix abordable et à coûts énergétiques réduits bénéficiera en particulier à des groupes sociaux vulnérables, comme les sans-abri, les victimes de violences sexistes et les chômeurs.</p>	100 000	200 000
	Crédit Coopératif	<p>Construction, rénovation et modernisation d'équipements sanitaires, sociaux et éducatifs.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les personnes vulnérables, notamment des personnes âgées, les personnes présentant un handicap, les enfants et les adolescents en situation de difficultés familiales ou scolaires.</p>	100 000	200 000
France	Fondation Apprentis d'Auteuil (FAA)	<p>Financement partiel de la rénovation et de l'extension du campus éducatif de Saint-Philippe à Meudon (Hauts-de-Seine) pour adapter les installations aux besoins, présents et futurs, des étudiants et d'autres utilisateurs du campus.</p> <p>Bénéficiaires finaux : des jeunes provenant de milieux socio-économiques défavorisés, les familles en situation précaire et la communauté éducative dans son ensemble.</p>	13 500	24 100
	Social Finance Foundation	<p>Financement partiel de prêts par des organismes de prêt social (Social Lending Organisations ou SLOs) destinés à des associations locales et bénévoles et à des entreprises à vocation sociale, en particulier en milieu rural.</p> <p>Bénéficiaires finaux : des enfants, des personnes âgées et des personnes ayant des besoins particuliers, ainsi que les usagers d'équipements publics, tels que les centres communautaires et sportifs, les services d'aide sociale et les sites culturels. Ce programme bénéficiera en outre à des salariés et à des demandeurs d'emploi dans les entreprises à vocation sociale.</p>	20 000	63 000
Irlande	Cassa Depositi e Prestiti	<p>Extension d'un projet destinée au financement partiel de sous-projets dans le cadre des efforts de reconstruction par l'intermédiaire de l'instrument "Plafond Sisma Centro Italia" dans les régions touchées par le séisme en 2016.</p> <p>Bénéficiaires finaux : des particuliers et des entreprises privées dont les habitations et les locaux et équipements ont été sinistrés dans les régions frappées par le séisme.</p>	350 000	3 000 000
	Gouvernement	<p>Soutien aux efforts déployés par l'Italie pour faire face à la crise humanitaire consécutive au conflit ukrainien, notamment par l'offre de services d'urgence et de mesures humanitaires immédiates, en Italie et dans d'autres pays concernés.*</p> <p>Bénéficiaires finaux : personnes fuyant le conflit en Ukraine et cherchant refuge et protection en Italie, ainsi que les personnes transitant par des structures d'accueil dans d'autres pays concernés.</p>	330 000	370 000
	Istituto per il credito sportivo	<p>Extension d'un projet approuvé en 2018 destiné à des investissements dans la construction, la rénovation, l'adaptation et l'équipement de centres sportifs. À cela s'ajoutera le financement d'investissements dans le domaine du patrimoine, tels que la valorisation d'établissements culturels, l'élimination de barrières architecturales, la prévention des risques sismiques et environnementaux, ainsi que l'amélioration de l'efficacité énergétique.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les sportifs aussi bien dans le domaine public que dans celui du sport amateur, essentiellement les jeunes, les étudiants et les personnes âgées, ainsi que les personnes pratiquant le sport dans des quartiers défavorisés.</p>	50 000	770 000

Projets approuvés par contrepartie (en milliers d'euros)

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet
Kosovo	Gouvernement	<p>Soutien aux autorités kosovares dans leur effort de mise en œuvre du 'Programme de logement social adéquat' et d'établir un système de logement social pérenne et abordable dans le pays.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les populations à revenus faibles ou moyens, notamment les groupes socio-économiques vulnérables. En particulier, les ménages gérés par des femmes, les femmes sans emploi et celles dépendantes à revenus faibles.</p>	25 000	44 750
	Gouvernement	<p>Financement partiel de dépenses extraordinaires entraînées par le conflit en Ukraine. Les dépenses estimatives incluront, en particulier, le versement d'aides et d'allocations d'éducation, de santé et d'aide sociale, y compris le financement d'indemnités pour des groupes vulnérables définis.*</p> <p>Bénéficiaires finaux : les réfugiés d'Ukraine cherchant refuge et protection en Lituanie, notamment des enfants, des étudiants, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.</p>	120 000	144 000
	Gouvernement	<p>Soutien à l'État lituanien afin de couvrir ses dépenses d'investissements en cours dans le cadre du Programme d'investissements d'État (PIE) par le financement partiel d'investissements dans plusieurs secteurs sociaux, principalement l'éducation, la santé, la culture et le sport.*</p> <p>Bénéficiaires finaux : les habitants de la Lituanie, soit environ 2,7 millions de personnes.</p>	100 000	200 000
	Municipalité de Kaunas	<p>Demande supplémentaire afin de financer partiellement des investissements destinés à soutenir la ville de Kaunas dans la réalisation des objectifs de son Plan de développement stratégique, dont l'offre de services municipaux aux réfugiés ukrainiens, tels qu'un hébergement sûr, une aide alimentaire, une assistance psychologique et sociale, ainsi que l'éducation des enfants et l'aide à la recherche d'emploi pour les adultes.*</p> <p>Bénéficiaires finaux : les habitants de la ville et de la région de Kaunas, ainsi que les réfugiés d'Ukraine cherchant refuge et protection en Lituanie.</p>	25 000	150 000
	Compagnie de Transport Public de Kaunas (Kauno Autobusai)	<p>Demande supplémentaire afin de financer partiellement des investissements destinés à soutenir les efforts continus de la Compagnie de Transport Public de Kaunas en matière de modernisation de la flotte de bus, améliorant ainsi la qualité et la durabilité environnementale des transports publics dans la ville de Kaunas.*</p> <p>Bénéficiaires finaux : les usagers actuels et futurs du réseau de transport en commun de Kaunas, y compris ceux qui ont besoin de transports publics plus accessibles.</p>	16 000	81 333
	KREDA (Jungtinė centrinė kredito unija)	<p>Soutien à la création et au maintien d'emplois dans le pays en facilitant l'accès des très petites, petites et moyennes entreprises aux ressources financières.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les salariés de TPE-PME et les personnes sans emploi du pays, en particulier des très petites entreprises et des petits exploitants en milieu rural.</p>	2 000	4 000
	UAB "SB modernizavimo fondas" (filiale à 100 % de Šiaulių Bankas)	<p>Augmentation de l'efficacité et de la performance énergétiques dans les logements collectifs en réduisant la consommation d'énergie, les coûts de chauffage et la pollution environnementale, conformément au programme national de rénovation des immeubles de logements collectifs. Des sous-projets pourront inclure des travaux d'isolation des façades et des toits, le remplacement de fenêtres et la rénovation des systèmes de chauffage.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les locataires des immeubles de logements collectifs à travers le pays.</p>	40 000	275 000
Lituanie	Viešųjų investicijų plėtros agentura (VIPA)	<p>Rénovation, construction ou acquisition de nouveaux locaux pour des établissements éducatifs, notamment des locaux destinés à l'enseignement, des résidences étudiantes ou d'autres équipements éducatifs, principalement dans les plus grandes villes du pays (Vilnius, Kaunas et Klaipeda).</p> <p>Bénéficiaires finaux : les étudiants et les enseignants d'établissements de formation professionnelle et d'enseignement supérieur de tout le pays.</p>	10 000	13 000
	Gouvernement	<p>Financement partiel de dépenses extraordinaires entraînées par le conflit en Ukraine. Contribution au Plan de réponse polonais dans les secteurs du logement et de l'aide sociale.*</p> <p>Bénéficiaires finaux : réfugiés d'Ukraine cherchant refuge et protection en Pologne, notamment des enfants.</p>	450 000	2 440 000
	PEKAO Leasing Sp. z.o.o. (PekaoL)	<p>Investissements éligibles dans des immobilisations et des équipements de production afin de soutenir les activités principales des bénéficiaires, telles que l'acquisition de véhicules motorisés à des fins commerciales, de machines-outils et d'équipements, ainsi que de matériel informatique et de bureau, dans un large éventail de secteurs comme la construction, le commerce de gros, l'industrie et la manufacture, le commerce de détail et l'agriculture.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les employés des TPE-PME éligibles, et les demandeurs d'emploi à travers le pays.</p>	200 000	400 000
Pologne				

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant du prêt CEB	Montant total du projet
République tchèque	Československá Obchodní Banka, A. S.	<p>Financement à long terme pour les municipalités, les établissements publics, privés ou mixtes via CSOB pour la revitalisation et la modernisation des infrastructures publiques, y compris le cofinancement des Fonds structurels et d'investissement européens et/ou de la Facilité pour la reprise et la résilience de l'UE. Financement de fonds de roulement et d'investissement via CSOB pour soutenir les TPE-PME avec une priorité pour les investissements dans l'économie verte, l'innovation et la R&D.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les habitants des communes et des régions qui bénéficient des investissements dans les services publics sur tout le territoire de la République tchèque, ainsi que les salariés des TPE-PME éligibles et les demandeurs d'emploi.</p>	60 000	120 000
	Gouvernement	<p>Financement partiel de dépenses extraordinaires entraînées par le conflit en Ukraine. Fourniture d'un hébergement, d'un logement et de nourriture aux personnes déplacées, favoriser leur embauche et renforcer leur intégration sur le marché du travail, et distribution d'aides financières d'urgence destinées à couvrir les besoins élémentaires pendant une durée maximale de six mois.*</p> <p>Bénéficiaires finaux : réfugiés d'Ukraine cherchant refuge et protection en République tchèque, principalement des femmes et enfants sous statut de protection temporaire.</p>	200 000	250 000
	SG Equipment Finance Czech Republic s.r.o.	<p>Soutien à la création et au maintien d'emplois par le financement partiel d'investissements productifs de TPE-PME en République tchèque et en République slovaque, et amélioration de la qualité de vie en milieu urbain et rural par le cofinancement d'investissements destinés à revitaliser et moderniser les infrastructures publiques tant urbaines que rurales.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les salariés des TPE-PME éligibles à un financement et des demandeurs d'emploi, ainsi que les habitants des communes et régions de République tchèque et de République slovaque.</p>	150 000	300 000
Roumanie	Raiffeisen Leasing Romania IFN SA	<p>Extension d'un projet approuvé en 2017, destiné à financer des prêts et des crédits-bails entre Raiffeisen et les TPE-PME éligibles du pays, afin de soutenir des investissements de production, y compris l'achat de machines, d'équipements, de véhicules ainsi que d'équipements bureautiques et informatiques.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les TPE-PME éligibles.</p>	15 000	160 000
Serbie	Gouvernement	<p>Construction d'une nouvelle prison à Kruševac afin de remplacer la prison actuelle de la région, obsolète, ainsi que les centres de détention proches de Čuprija, Niš et Požarevac. En outre, un pavillon sera annexé à l'établissement pénitentiaire existant de Sremska Mitrovica, créant ainsi 200 places supplémentaires pour les prisonniers en quartiers de haute sécurité.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les détenus de ces établissements.</p>	30 000	42 250
	Gouvernement	<p>Extension d'un projet approuvé en 2018, afin de poursuivre le financement d'investissements destinés à couvrir l'amélioration d'infrastructures de soin de niveau primaire, secondaire et tertiaire y compris la modernisation des petites, moyennes et grandes structures de soins spécialisés.*</p> <p>Bénéficiaires finaux : les patients et le personnel médical dans les services de soins concernés du pays, incluant les groupes vulnérables tels que les personnes âgées, les enfants isolés, ou les enfants ayant des besoins particuliers.</p>	200 000	630 000
Suède	Ville de Malmö	<p>Demande supplémentaire afin de financer partiellement des investissements destinés à aider la ville de Malmö à agrandir et à améliorer ses équipements éducatifs afin de répondre au besoin croissant d'infrastructures éducatives lié à l'urbanisation et à l'immigration.*</p> <p>Bénéficiaires finaux : les enfants et les habitants de Malmö dans leur ensemble.</p>	80 000	613 500
Türkiye	İlbank	<p>Renforcer la capacité des municipalités à se préparer et à réagir aux feux de forêt et autres catastrophes naturelles. Financement partiel des activités de prêt de l'Emprunteur par le biais de prêts directement accordés aux 13 municipalités les plus touchées en Turquie.*</p> <p>Bénéficiaires finaux : les 20 millions de personnes environ vivant dans les zones sinistrées des communes sélectionnées en Turquie.</p>	200 000	250 000
	Türkiye İhracat Kredi Bankası A.Ş. (Türk Eximbank)	<p>Soutien à la création et au maintien d'emplois par le développement de TPE-PME turques tournées vers l'exportation.</p> <p>Bénéficiaires finaux : les salariés de TPE-PME et des demandeurs d'emploi de tout le pays, en particulier des femmes entrepreneures.</p>	150 000	300 000
TOTAL			4 243 500	

* Facilité de financement du secteur public (PFF)

Notes aux lecteurs

Statuts : les premiers statuts ont été adoptés par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 16 avril 1956 (résolution (56)9). Les nouveaux statuts, adoptés par le Comité des Ministres le 16 juin 1993 (résolution (93)22) sont entrés en vigueur le 18 mars 1997 après leur ratification par l'ensemble des États membres.

Projet approuvé : projet présenté au Conseil d'administration qui en a approuvé le financement.

Prêt décaissé : prêt effectivement versé au bénéficiaire.

Tranche de prêt : le financement est versé par tranches, selon l'avancement des travaux, jusqu'au montant du plafond autorisé par le Conseil d'administration.

Engagement de financement : fraction de projets encore en attente de financement, pour lesquels un contrat-cadre a été signé.

Compte de dividendes sociaux (CDS) : abondé pour l'essentiel de la part approuvée par les actionnaires des revenus annuels de la Banque affectés à ce compte, il est utilisé pour financer les dons destinés aux projets à impact social élevé. Celles-ci peuvent prendre la forme de bonifications d'intérêt, d'aide à l'assistance technique, de garanties de prêt ou de contributions.

Encours de prêts : montant total des prêts décaissés et non encore remboursés.

Capital souscrit : titres de participation émis par la CEB et souscrits par ses membres.

Capital appelé : capital total payé et à payer.

Capital appelable : différence entre le capital souscrit et le capital appelé.

Pays membres

La CEB compte 42 États membres qui sont les actionnaires de la Banque. Tous les pays membres du Conseil de l'Europe peuvent devenir membres de la CEB.

Albanie ★

Allemagne

Andorre

Belgique

Bosnie-Herzégovine ★

Bulgarie ★

Cypre ★

Croatie ★

Danemark

Espagne

Estonie ★

Finlande

France

Géorgie ★

★ Pays cibles

Grèce

Hongrie ★

Irlande

Islande

Italie

Kosovo ★

Lettonie ★

Liechtenstein

Lituanie ★

Luxembourg

Macédoine du Nord ★

Malte ★

République de Moldova ★

Monténégro ★

Norvège

Pays-Bas

Pologne ★

Portugal

République slovaque ★

République tchèque ★

Roumanie ★

Saint Marin

Saint-Siège

Serbie ★

Slovénie ★

Suède

Suisse

Türkiye ★



— COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK —
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE



— COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK —

BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55, avenue Kléber
FR-75116 PARIS FRANCE
Tél. : +33 (0)1 47 55 55 00
Email : info@coebank.org
www.coebank.org

ISSN : 2221-0105 (En ligne)
ISSN : 1563-2598 (Imprimé)